

Anaïs COGNARD

Année 2011-2012

M2 Lettres Modernes Appliquées

Université Paris IV - Sorbonne

Directeur de mémoire : Sophie BERTRAND

LES MODES DE COMMERCIALISATION
DE LA FICTION FRANÇAISE
AU CAMEROUN, EN CÔTE D'IVOIRE ET AU SÉNÉGAL

SOMMAIRE :

Abréviations

Introduction

I. Situation et structure du marché éditorial en Afrique noire francophone

1. 1 Panorama de l'export en Afrique noire francophone

a. Situation de l'exportation du livre en Afrique noire francophone face aux autres domaines de l'export

b. L'évolution de l'export en Afrique noire francophone et les problèmes actuelles du marché

c. Les groupes français investis dans l'export et la part de l'exportation du livre hors scolaire en Afrique noire francophone

1.2 Un secteur du livre et des acteurs locaux fragiles et peu développés face à l'export

a. La production locale face à l'export

b. Parallèle entre l'export français et l'export africain

c. Les initiatives des acteurs africains pour développer un meilleur réseau du livre en Afrique

1.3 Le réseau de diffusion-distribution implanté en Afrique et les problèmes rencontrés

a. Retour sur le réseau de plates-formes de diffusion-distribution : fonctionnement, concurrence.

b. L'organisation du secteur pour l'exportation des livres : Les transitaires, les assurances, les frais de douane et la gestion des conteneurs

c. Les difficultés auxquelles fait face le diffuseur en Afrique

II. La place et la gestion de la littérature dans la diffusion et sur le marché

2.1 Les types de livres publiés, étude des titres et du marché littéraire

a. Analyse du marché de la fiction à travers l'exemple du Cameroun et des livres achetés par le diffuseur Messapresse aux éditeurs

b. Étude des meilleures ventes et de la diversité littéraire dans les librairies africaines en rapport avec les stratégies commerciales adoptées

c. L'achat de la littérature par un public réduit

2.2 Les points de vente de la littérature : un réseau inégal et des conditions de travail difficiles

a. La typologie des librairies et le fonctionnement de la diffusion de la littérature dans ce réseau

b. Les difficultés des libraires

2.3 Le soutien économique de la littérature en Afrique : existe-t-il des dispositifs mis en place pour la fiction par les politiques de soutien culturelles locales et françaises ?

a. Les politiques de soutien culturelles Nord / Sud

b. Les politiques culturelles locales

III. Le développement de la littérature en Afrique ?

3.1 Les structures éditoriales africaines en lien avec les acteurs français : pour une autonomisation, un meilleur développement ?

a. Les coéditions

b. Des projets particuliers : Les cessions de droits, une solution ?

c. Des axes de formations et de professionnalisations proposés par les institutions françaises :

3.2 La promotion de la littérature à l'export à travers une approche éditoriale et une approche du terrain spécifique

a. Des collections spécifiques créées par les éditeurs spécialement pour l'Afrique

b. Une multiplication des points de vente sur le terrain pour faciliter l'accès à la littérature

3.3 Les moyens pour favoriser l'insertion et le développement de la littérature en Afrique

a. développer les activités culturelles et les événements ainsi qu'une politique du livre

b. Développer une communication et une promotion autour du livre et de la littérature

Conclusion

Bibliographie

Remerciements

Abréviations

| | |
|---------|---|
| ADP | Agence de Diffusion de Presse |
| AES SA | L'Africaine d'Édition et de Services |
| AIEI | Alliance Internationale des Éditeurs Indépendants |
| AILF | Association Internationale des Libraires Francophones |
| ANELCAM | Association Nationale des Éditeurs de Livre du Cameroun |
| APNET | African Publishers Network |
| BIEF | Bureau International de l'Édition Française |
| CAFED | Centre Africain de Formation à l'édition et à la diffusion du livre |
| CE | Centrale de l'Édition |
| CÉDA | Centre d'Édition et de Diffusion Africaines |
| CELF | Centre d'Exportation du Livre Français |
| CEPER | Centre d'Édition et de Production pour l'Enseignement et la Recherche |
| CLAC | Centres de lecture et d'animation culturelle |
| CLÉ | Centre de Littérature Évangélique |
| CNL | Centre National du Livre |
| ESSTIC | École Supérieure des Sciences et Techniques de l'Information et de la Communication |
| FILDAK | Foire Internationale du Livre de Dakar |
| NÉA | Nouvelles Éditions Africaines |
| NÉAS | Nouvelles Éditions Africaines du Sénégal |
| NÉI | Nouvelles Éditions Ivoiriennes |
| OIF | Organisation Internationale de la Francophonie |
| PUA | Presses Universitaires d'Afrique |
| REC | Réseau des Éditeurs Camerounais |
| SILA | Salon International du Livre d'Abidjan |

Introduction

L'exportation du livre français en Afrique noire francophone est un marché avec des contraintes particulières liées non seulement aux difficultés d'exportation classique (coûts du transport, frais de douane) mais aussi aux contraintes économiques des pays (le faible pouvoir d'achat, la dévaluation du franc CFA), aux contextes géopolitiques difficiles ou encore au taux d'analphabétisme élevé. Le marché du livre en Afrique est plus instable, plus difficile à cerner que d'autres marchés à l'export. Par conséquent, cela nécessite pour les éditeurs comme pour les commerciaux, de bien connaître et de cibler ces marchés limités, en raison des risques économiques encourus. Pour mieux étudier l'exportation du livre en Afrique noire francophone, nous baserons notre étude sur les trois pays dans lesquels l'exportation du livre est la plus développée : le Sénégal, pays d'Afrique de l'Ouest ; le Cameroun et la Côte d'Ivoire, pays de l'Afrique centrale. Ces pays font également l'objet de notre étude non seulement parce qu'ils sont les plus actifs en matière d'export dans l'Afrique noire mais également parce que ce sont les pays africains noirs francophones les plus représentatifs du développement des acteurs locaux dans le domaine du livre. En dehors d'une analyse comparative plus générale et théorique, nous nous attacherons plus particulièrement au pays du Cameroun pour aborder des cas concrets et notamment au diffuseur-distributeur principal de ce pays : Messapresse. Ce dernier est en effet en relation avec les divers points de vente librairies du pays et nous avons pu visiter les locaux pour nous donner une idée précise du fonctionnement de l'exportation.

Tout d'abord, pour déterminer le marché de ces pays, il est important de prendre en compte le taux d'alphabétisation de chacun et d'évaluer, comme pour tout type de marchés, le potentiel de ventes. Au Cameroun, le taux d'alphabétisation est de 67,9 % ce qui signifie qu'il y a encore un nombre important d'analphabètes, mais celui-ci s'avère moins élevé qu'au Sénégal où le taux d'alphabétisation chute en effet à 43 % ou en Côte d'Ivoire où il est à 48,7 %. Avec une population de 20 millions d'habitants, l'estimation de lecteurs potentiels faite par le REC (le Réseau des Éditeurs Camerounais qui a depuis laissé place à l'Anelcam)

ce pays pourraient s'élever à 2,5 millions selon eux¹. Pour calculer ce nombre, il faut aussi tenir compte des langues parlées au Cameroun qui sont officiellement le français et l'anglais (20 % de la population locale est anglophone). Ces langues sont avant tout maîtrisées par les personnes qui ont pu bénéficier d'une scolarisation, par conséquent ceux qui se situent dans la classe aisée. Il faut savoir qu'au Cameroun, le livre anglais commence à se développer dans le domaine de l'exportation, la demande étant de plus en plus forte. Les Camerounais qui ont bénéficié d'une scolarisation et qui appartiennent aux classes élevées ont compris l'importance de l'anglais. La demande de livres en anglais augmente dans les librairies pour l'éducation des enfants aisés, les parents espérant leur offrir la chance de se tourner vers des entreprises internationales. Messapresse a commencé à signer un contrat avec Penguin Books il y a un an pour la diffusion d'ouvrages en anglais. Pour le moment cependant, les livres anglais sont loin de concurrencer les livres français. Au Sénégal, la langue officielle est le français mais certains dialectes comme le wolof ou le peul ont le statut de langue nationale. Un certain nombre d'habitants ne connaissent que les dialectes locaux. Ainsi, la langue la plus comprise au Sénégal est le wolof. Toutefois, de plus en plus d'importance est accordée au français, langue qui donne accès à l'éducation car les dialectes, dont la grammaire et la conjugaison sont instables, n'ont quasiment pas d'existence à l'écrit et ne sont utilisés qu'à l'oral. Quant à la Côte d'Ivoire, malgré les soixante dialectes (dont les plus parlés sont le sénoufo, le bété, le dioula et le baoulé), le français reste l'unique langue officielle. Cela répond à une volonté politique d'unité nationale et à une stratégie économique : désormais 70 % des Ivoiriens comprennent le français et 99 % des habitants d'Abidjan le parlent et l'écrivent selon l'Organisation Internationale de la Francophonie (l'OIF). Pour le marché de l'exportation, il faut prêter une attention particulière aux taux d'alphabétisation, aux langues mais surtout à la population locale et au pouvoir d'achat. Dans le cas du Sénégal, il faut compter 14,9 millions d'habitants pour un PNB de 1 600 dollars, le plus faible des trois pays à l'étude. La démographie de la Côte d'Ivoire s'élève à 21,5 millions d'habitants pour un PNB de 1 800 dollars tandis que le Cameroun a le plus fort PNB : 2 300 dollars. Le faible pouvoir d'achat reste donc le principal frein pour les bénéfices engendrés à l'export. En fonction de cela, l'exportation du livre se concentre principalement sur le prix de ce dernier. Parmi la population locale, il faut toutefois prendre en compte les expatriés francophones. Ils sont principalement basés dans les grandes villes et ont donc accès aux points de vente en librairies. Certes, ils constituent une minorité mais sont, de par leur fort pouvoir d'achat, de bons lecteurs potentiels. Jean-Michel Ollé, directeur de

1 « Le marché du livre au Cameroun », consultable sur le site :
<<http://www.livres-francophones.org/>>

Hachette Livre International, évalue le public africain à 100 millions d'individus dans l'Afrique francophone au total, un grand public par conséquent, susceptible de développer un marché exploitable.

L'exportation du livre français dans ces zones géographiques est avant tout portée par les livres scolaires et les ouvrages techniques et professionnels. L'objet d'étude qui nous intéresse particulièrement est la littérature. Autrement dit, notre étude concerne un autre marché non plus éducatif mais culturel. La rentabilité du livre en Afrique noire francophone se fait sur l'éducatif parce que l'achat du livre par la population est avant tout d'ordre utilitaire. Accéder à l'enseignement, est déjà en soi un privilège pour certains notamment quand l'achat d'un livre scolaire reste un coût relativement élevé pour la population locale moyenne. Pourtant, faire l'acquisition d'un ouvrage est certes un investissement compte tenu du faible niveau de vie de ces trois pays mais l'instruction est pour beaucoup une priorité et le livre scolaire, par conséquent, une nécessité. Aussi, lorsque l'on parle de lecture et que l'acheteur veut investir dans un livre, il va s'orienter naturellement vers un ouvrage instructif à fonction éducative. L'achat du livre destiné au loisir reste rare. En soi, la fonction et la représentation symbolique de la littérature diffèrent foncièrement entre les pays d'Afrique noire francophone et la vision française et européenne de la littérature, où la culture (et par là-même la littérature) est centrale dans la société. La littérature en Europe fait partie intégrante d'un savoir, d'une instruction indirecte en plus d'être un loisir. Elle a une forte charge symbolique de transmission et de diffusion d'idées. Son rôle à la fois éducatif et artistique confère une valeur plus importante à l'objet-livre contrairement à un ouvrage purement éducatif qui reste un outil et un vecteur d'apprentissage, sans être toutefois l'unique source d'enseignement. La sacralité conférée à la littérature est une conception purement européenne qui ne peut s'appliquer à la configuration africaine. La littérature est un domaine de lecture qui est secondaire en Afrique et relève généralement plus de l'ordre du loisir dans la démarche de l'acheteur africain. Le manuel scolaire en revanche a une forte charge symbolique en matière d'éducation et de transmission du savoir contrairement à la littérature et est parfois l'unique moyen de s'instruire. Dans ce contexte, on comprend qu'il y a d'ores et déjà un décalage entre la conception européenne de la littérature et le commerce de la littérature en Afrique. Cette dernière n'est pas une priorité actuellement, ni pour les Africains, ni pour l'export puisqu'elle ne constitue qu'un faible marché. Comme nous pouvons le voir, le marché du livre de fiction est tributaire des priorités d'achat du public. Aussi, si nous parlions d'un potentiel de lecteurs, il reste à cibler le public prêt à déboursier une somme relativement élevée pour ce type de

livre, comparée au pouvoir d'achat de la population. Mais il faut également tenir compte du type de littérature qui peut potentiellement convenir à ce public restreint et, dans ce cas, prêter une attention particulière à l'accessibilité du produit et donc au prix.

En rapport avec cela, la définition même de littérature dans le domaine de l'export (et cela n'est pas valable uniquement pour l'Afrique) change de la conception que nous pouvons en avoir dans l'édition française. Au sens strict, elle désigne en effet tout ce qui est de l'ordre de la fiction et sa définition reprend ainsi la différenciation directe en anglais de « fiction » et de « non-fiction ». Quand on parle de littérature à l'export, le terme en est faussé pour la simple raison que les commerciaux dans leur approche mettent également sous le terme de littérature le livre de poche. Hors celui-ci regroupe également le développement personnel, les documents et essais, le livre pratique et même parfois les dictionnaires en plus de la fiction française. Ces différents domaines du livre logiquement distincts de notre approche se retrouvent dans la classification « littérature » (notamment chez Hachette) et sont donc indissociables de notre objet d'étude. Cela fausse en partie notre conception de la littérature mais nous permet aussi de comprendre que l'approche au sens strict que nous en avons habituellement n'est guère possible dans la façon d'aborder l'exportation. La fiction se définit en effet par opposition au scolaire et relève de l'achat loisir d'un particulier. Ici, ce terme est notamment pris dans une conception commerciale stricte. Il s'agit d'exporter, donc de vendre et la portée littéraire d'une œuvre reste secondaire. La littérature à proprement parler a suscité (et suscite toujours) en France un dilemme longtemps objet de débat sur sa dimension commerciale. Les éditeurs ont ainsi mis beaucoup de temps avant de s'équiper d'un service marketing, ayant une haute considération de l'objet-livre et de la littérature comme un accès à la culture. Son appartenance à un bien culturel avait une dimension symbolique forte qui l'opposait à la conception purement commerciale accordée à d'autres produits. Encore aujourd'hui, la politique éditoriale des maisons d'éditions parisiennes se différencie selon leur définition de la littérature vue comme un objet à haute valeur culturelle ou plutôt comme un produit commercial. À l'exportation, cette dimension « sacrée » que peut prendre la littérature disparaît complètement. Cette dernière est traitée comme un produit comme les autres, le risque commercial étant trop grand pour tenter de placer sur un titre que l'on pourrait considérer comme indispensable à la culture mais audacieux. Le dilemme repose ainsi sur l'opposition entre la conception que peut avoir la littérature et son traitement purement commercial qui peut tendre à appauvrir sa dimension culturelle. Notre étude repose donc également sur ce dilemme autour de la notion de « littérature », difficilement concevable avec une approche uniquement commerciale en

France, et la notion de « littérature » à l'export vers l'Afrique qui, comme on peut le voir, ne contient pas cet aspect culturel, cette dimension liée à l'intellectualisme et au savoir que l'on trouve en France.

Toutes ces problématiques autour de l'exportation en Afrique noire nous amène à nous demander comment est gérée la commercialisation de la littérature française au Cameroun, au Sénégal et en Côte d'Ivoire.

Pour répondre à ces questions, nous étudierons dans un premier temps la situation et la structure du marché éditorial en Afrique noire francophone afin de percevoir les structures déjà existantes (et plus précisément les structures françaises de l'export face aux acteurs locaux), de comprendre le contexte dans lequel elles se sont développées et les lacunes inhérentes à ce milieu. Nous établirons ensuite la place et la gestion de la littérature dans la diffusion et sur le marché afin de définir quel espace est accordé à celle-ci pour mieux percevoir dans un dernier temps les dispositifs que l'on peut mettre en place pour développer la littérature et si, celle-ci est réellement un secteur que l'on peut améliorer.

PREMIÈRE PARTIE :

Situation et structure du marché éditorial en Afrique noire francophone

1.1 Panorama de l'export en Afrique noire francophone

a. Situation de l'exportation du livre en Afrique noire francophone face aux autres domaines de l'export

L'exportation du livre en langue française par des acteurs français représente un quart du chiffre d'affaire de l'édition française en 2011, ce qui constitue un marché non négligeable pour le secteur du livre. Les recettes sont ainsi estimées à 701 millions d'euros. Parmi les pays de l'export, c'est majoritairement vers les pays francophones que les acteurs français effectuent leurs ventes : la Centrale de l'Édition (CE) – qui réunit dans un groupement économique les éditeurs exportateurs pour les aider dans l'exportation – estime à 544 millions d'euros les ventes de livres en pays francophone en 2011, ce qui représente 78 % des ventes totales. D'un point de vue économique, les pays francophones sont un enjeu primordial pour l'export mais l'on constate un déséquilibre conséquent entre la francophonie du Nord (Belgique, Suisse, Canada) et la francophonie du Sud (Maghreb, Liban et Afrique noire) quant à la proportion des ventes effectuées. Parmi les 78 % des ventes en pays francophones, seulement 12 % des livres sont exportés dans les pays de la francophonie du Sud. Même si la part de l'export dans cette zone a progressé de 3 % depuis 2000 aux dépens des pays non-francophones, elle reste relativement une zone d'export minoritaire. Cette disproportion est notamment due aux divers obstacles liés aux difficultés économiques, logistiques et politiques des pays du Sud, mettant un frein au développement de l'export. L'exportation n'est pas appréhendée de la même manière entre le Nord et le Sud par les acteurs français, les problématiques qui entrent en jeu

n'étant pas les mêmes. Mais l'on constate parmi l'export des pays francophones ou non-francophones confondus du Sud que le continent africain est l'un des premiers importateurs de livres avec 5,5 % pour le Maghreb et 5,3 % pour l'Afrique francophone en 2011.

b. L'évolution de l'export en Afrique francophone noire et les problèmes actuelles du marché

Le marché de l'export vers les pays d'Afrique noire francophone est donc faible et certes minoritaire en proportion mais Kamel Yahia, le directeur littéraire des ventes de Hachette Livre International n'hésite pas à le qualifier de « très rentable » pour son groupe. En observant le chiffre d'affaire global de l'export dans cette zone en 2011, on constate qu'elle représente en effet 36 964 millions d'euros et que le Cameroun, la Côte d'Ivoire et le Sénégal en Afrique noire francophone portent le marché et font tous les ans partie des vingt-cinq premiers marchés de l'export. Ils ont respectivement comme rang durant l'année 2011 : 20^e, 23^e et 25^e. Il faut également noter avec étonnement l'apparition du Togo qui émerge en 17^e position devant les trois premiers pays habituels de l'exportation française en Afrique noire francophone². Si l'on analyse attentivement le marché sur 2010 et 2011, un léger recul de 4 % est à noter en 2010 sur l'Afrique francophone par rapport à 2009. C'est particulièrement perceptible au Sénégal et au Cameroun dont le recul par rapport à 2010 est respectivement de 16,8 % et 13,4 %. Mais cela concerne également la République démocratique du Congo (- 62,6 %), le Congo (- 22 %) le Togo (- 11,5 %), le Bénin (- 36,1 %) ou encore le Burkina Faso (- 53,3 %)³. Ce recul général serait dû, d'après la Centrale de l'Édition, à plusieurs choses. D'une part, il faut rappeler que l'année 2009 a été une année difficile pour l'export de manière générale avec la réduction ou la suppression des garanties de la Coface, la compagnie française pour le commerce extérieur, touchée par la crise du crédit. Elle assure habituellement les exportateurs et les éditeurs et offre ainsi une garantie en fonction du risque évalué selon les pays, contre les risques matériels, les impayés etc. Cécile Douste, s'occupant de la logistique et le management à la Centrale de l'Édition explique que la raison pour laquelle la crise de la Coface agit directement sur l'export est la suivante : « les garanties Coface sont appuyées au montant total des factures des éditeurs. S'il y a une baisse des

2 Les responsables de la Centrale de l'Édition et les responsables de l'export de Hachette n'avaient pas remarqué cette évolution soudaine du Togo et n'ont aucune justification à fournir à ce sujet présentement. L'impact de ce chiffre n'a pas été perçu sur les ventes du groupe Hachette au Togo, par les responsables commerciaux.

3 PIAULT Fabrice, « année 2010 les bons comptes de l'export », *Livres Hebdo* n°869, vendredi 10 juin 2011, p. 12-14.

garanties, il y a donc fatalement une baisse des commandes. Les clients ne prennent plus de crédits pour payer d'avance les commandes afin de pallier la baisse des garanties. Et cela a un impact sur le cours des exportations au final. » La crise de la Coface a donc eu des répercussions sans précédent sur tout le domaine de l'export. La tendance à la baisse de l'export en Afrique francophone en 2010 est donc à replacer dans ce contexte. Ce problème est toujours d'actualité car « il n'y a pas de solution de remplacement selon Cécile Douste, donc il y a forcément une chute du chiffre derrière ». D'autre part, cette perturbation qui a touché le monde de l'export, a été accompagnée dans le même temps de la fermeture du CELF (Centre d'Exportation du Livre Français), une société regroupant de nombreux éditeurs afin d'exporter vers 6 000 librairies, tout en offrant un service d'abonnement et de librairies en ligne. Mais cette perturbation a aussitôt été résorbée par la création de Horizon Éducation, une initiative prise par l'ancien directeur du CELF, Laurent Ayissi, ce qui a permis de reprendre un niveau d'exportation assez important. Cependant, malgré tous ces désagréments, on peut remarquer que tous les pays de l'Afrique francophone n'ont pas été touchés de la même manière : la Côte d'Ivoire a dans le même temps doublé son exportation en 2010. Cela est notamment dû au contexte politique apaisé avant les élections qui a permis aux librairies traditionnelles de relancer les achats et à la Banque mondiale de financer en partie des manuels scolaires. Cette augmentation s'est retrouvée notamment au Gabon, à Maurice, à Djibouti ou encore au Mali. Sur l'ensemble de cette année 2010, le recul du chiffre à l'export parfois inquiétant de certains pays et de l'Afrique francophone globale n'empêche pas de constater la relative stabilité de ce marché. La crise qu'a connue l'export avec la réduction des garanties de la Coface en 2009 et avec la fermeture du CELF n'a atteint l'Afrique francophone qu'assez relativement : elle n'a eu aucun impact en 2009 sur cette zone. Seule l'année 2010 a été marquée par un léger recul tandis que 2011 connaît un bilan plutôt positif. L'exportation en Afrique francophone a effectivement augmenté de 2,3 % en 2011 par rapport à 2010. Hors, cette évolution suit d'une certaine manière l'évolution de l'export global qui enregistre une hausse de 6 % en 2011 contrairement aux deux années précédentes, marquées par la crise⁴. « Les ventes vers l'Afrique francophone sont stables, notamment grâce aux appels d'offres internationaux des États africains pour leurs commandes de manuels scolaires » constate Olivier Aristide, directeur de la Centrale de l'Édition⁵.

4 PIAULT Fabrice, « année 2010 les bons comptes de l'export », *Livres Hebdo* n° 869, vendredi 10 juin 2011, p. 12-14.

5 ARISTIDE Oliver, *Avant propos*, site de la Centrale de l'Édition, 2011 : <http://www.centrale-edition.fr/>

Certes, l'Afrique noire francophone est un marché relativement stable mais il faut noter que les trois premiers pays de cette zone, qui nous intéressent plus particulièrement, ne reflètent pas pour autant le marché global de l'Afrique noire francophone. Or, le Cameroun, la Côte d'Ivoire et le Sénégal totalisent à eux seuls en 2011, 33,1 % du marché soit un tiers des parts de marché dans cette zone. Ainsi, depuis 2008, où le bilan export du Sénégal était de 5 654 millions d'euros, le pays connaît une régression constante passant d'un bilan d'exportation de 5 043 millions d'euros en 2009 à 3 630 millions d'euros en 2011. Le bilan du Cameroun est un peu meilleur. Si l'évolution de 2008 à 2010 a été négative passant de 6 045 millions d'euros en 2008 à 4 741 millions d'euros en 2010, l'année 2011 retrouve une certaine stabilité avec 4 849 millions d'euros à l'export, chiffre pour la première fois positif depuis quatre ans. Quant à la Côte d'Ivoire, même si le bilan n'est pas négatif (on enregistre une évolution de 0,4 % de 2008 à 2011), le marché est assez fluctuant d'une année sur l'autre. On constate en effet que le bilan de 2008 est de 3 736 millions d'euros. Il est suivi d'une baisse en 2009 à 2 907 millions d'euros, puis d'une année prolifique en 2010 à 6 187 millions d'euros, pour enfin diminuer de moitié en 2011 avec un total de 3 784 millions d'euros. On peut justifier les aléas de l'export par le fait que le marché du livre dans ces trois zones est avant tout porté par le scolaire et le livre éducatif, principal achat effectué par les pays africains dans le domaine du livre. Or, le livre scolaire est fonction des appels d'offres internationaux, notamment de la Banque mondiale et nous pouvons constater une baisse des financements des bailleurs de fonds. Cette baisse de financement a donc un impact direct sur l'achat des livres scolaires par l'État et entraîne une réduction de l'exportation sur certains marchés. Par ailleurs, le contexte politique difficile en Côte d'Ivoire a impacté sur le commerce du livre pendant plusieurs années et a détérioré une partie de la chaîne du livre locale ce qui explique les fluctuations du marché du livre directement influencé par la crise politique.

c. Les groupes français investis dans l'export et la part de l'exportation du livre hors scolaire en Afrique noire francophone

Dans ce contexte, on se rend compte que les chiffres de l'export dans le domaine du livre varient selon les contrats scolaires en Afrique noire francophone. La part du livre hors scolaire reste faible et n'influence que de façon très minoritaire le poids des exportations. Malheureusement, on ne peut obtenir des données précises sur le chiffre d'affaire de la littérature par rapport au scolaire puisque la Centrale de l'Édition, qui gère par son système de groupage la plupart des exportations, ne dissocie pas les différents secteurs du livre dans ses

bases de données. Mais, – si l'on en croit le directeur de Messapresse le principal diffuseur-distributeur au Cameroun – plus de 70 % des livres diffusés sont des livres scolaires et assurent en grande majorité le chiffre d'affaire. Par ailleurs, l'exportation du livre hors scolaire dans ces pays ne peut se faire que grâce à la présence du livre scolaire qui permet de rentabiliser le marché. Ce n'est qu'avec les bénéfices engendrés par le scolaire que la diffusion parcimonieuse de la littérature (regroupant parfois dans les gros groupes, comme nous avons pu le voir les dictionnaires, le pratique, la fiction, les documents et essais ou le développement personnel) est en fait possible. La priorité est en effet tout autre que dans l'exportation du livre francophone au Nord. Il s'agit de donner avant tout la possibilité aux populations d'avoir accès à l'éducation.

Ce poids du scolaire est d'autant plus perceptible à travers l'importance du groupe Hachette. Ce dernier est, certes, le premier exportateur de livres français avec ses 15 millions d'exemplaires exportés par an mais sa présence est d'autant plus écrasante dans nos trois pays d'Afrique noire francophone où il détient le quasi monopole de l'exportation française. 70 % à 80 % de celle-ci en Afrique noire francophone est assurée par le groupe. Selon Jean-Michel Ollé, directeur de Hachette Livre International, la puissance de frappe de Hachette vient du fait qu'ils sont « les seuls à avoir une filiale dédiée à l'étranger », filiale gérée par 55 personnes d'où leur puissance de frappe. Hachette Livre International possède en effet un pôle spécifiquement consacré à l'export dans le groupe. Celui-ci est la résultante de la fusion entre Hachette et Hatier, en 2000. Ils ont deux marques particulières : Édicef Hachette et Hatier International, qui, en tant qu'éditeurs de manuels scolaires, opèrent principalement sur les marchés africains. Ils ont donc principalement des marchés institutionnels financés par des bailleurs de fonds comme la Banque mondiale, ce qui leur permet de faire ainsi des exportations massives et régulières. Cette filiale est divisée en trois départements : le FLE (diffusion de méthodes françaises auprès des alliances universitaires étrangères), le FLEN (pour les manuels scolaires français exportés dans les DOM-TOM, le Maghreb et l'Afrique) et un troisième département réservé au marché grand public hors éducation : la littérature, les illustrés, le livre jeunesse, le livre pratique, la bande dessinée et les beaux-livres. Cela regroupe une centaine de maisons en diffusion. Ces départements spécifiques permettent d'organiser de manière efficace l'exportation du livre en centralisant les productions des différents éditeurs du groupe selon les domaines et surtout, pour le domaine scolaire, en créant des manuels ou des collections spécifiques selon les zones géographiques. Avec son expérience dans le domaine de l'export, Hachette répartit les risques sur un nombre significatif de marchés ce qui les freine moins pour exporter de grosses quantités. Face au géant Hachette spécialisé dans l'export, seul Interforum est capable également d'assurer une exportation importante et régulière grâce au rayonnement

de Nathan. Mais le chiffre d'affaire tracté par le groupe n'est absolument pas comparable à celui de Hachette. Si l'on observe celui que génèrent les volumes d'exportations des différents éditeurs qui passent par la Centrale de l'Édition, Hachette génère 6 752 691 millions d'euros de chiffres d'affaire sur un total de 8 907 042 millions de chiffres d'affaire enregistrés par la CE sur l'ensemble du Sénégal, de la Côte d'Ivoire et du Cameroun. Par conséquent, les trois quarts de l'exportation sont faits par Hachette sur ces trois pays même si quelques différences sont à noter d'un pays à l'autre. Le contraste est en effet légèrement moins marqué pour le Sénégal où 60 % du chiffre d'affaire est produit par Hachette contre 20 % par Interforum. Malgré tout, la puissance de Hachette dans le domaine de l'export est incontestable et lui assure presque le monopole notamment au Cameroun et en Côte d'Ivoire où Interforum, le deuxième grand exportateur, ne fait qu'entre 11 % et 12 % du CA. Le reste du chiffre d'affaire se répartit principalement entre Horizon Éducation, Sodis, Flammarion, Volumen, Belin, en plus de Dilisco pour le Cameroun et de la SFL (Société Française du Livre) pour la Côte d'Ivoire. Ainsi, parmi les plus gros exportateurs, ceux qui disposent d'un domaine scolaire font sensiblement les plus gros bénéficiaires (Hachette avec Hachette Livre International et Hatier) et Interforum (avec Nathan), notamment parce que le secteur du livre scolaire est rentable à l'international et qu'il peut ainsi permettre d'exporter de la littérature, qui comprend un risque plus important à l'export, pour le peu de ventes qu'elle engendre. De plus, on remarque que l'une des seules maisons d'édition indépendantes à s'être fait une place à l'étranger est Belin, éditeur d'ouvrages scolaires, diffusé par la Sodis. Les groupes dont le domaine du livre sont exclusivement tournés vers le hors scolaire, n'ont que peu de poids à l'étranger, même lorsqu'il s'agit des groupes les plus importants de l'édition en France, concurrents de poids face à Hachette ou Interforum. Ainsi, Volumen (diffuseur de Le Seuil-La Martinière, le troisième groupe français), la Sodis, (diffuseur de Gallimard), comme Flammarion, d'autant plus réputés pour leurs ouvrages de littérature, restent en marge de l'export en Afrique noire francophone. Si Gallimard fait 15 % de son chiffre d'affaire à l'export, ses ventes en Afrique noire francophone restent minimales. Selon les chiffres de la Centrale de l'Édition, 155 000 euros sont générés sur le Cameroun, le Sénégal et la Côte d'Ivoire par Gallimard. Contrairement à Hachette, Gallimard avec le Centre de Diffusion des Éditeurs, la filiale de diffusion du groupe, a deux équipes de représentants qui se partagent les maisons du groupe pour l'exportation. Ce partage en deux équipes a été effectué en raison du portefeuille important que possède Gallimard. C'est grâce à la multitude des maisons d'édition que Gallimard arrive à effectuer 15 % de son chiffre d'affaire à l'international. Ces deux équipes font ensuite le tour des pays. Concernant l'Afrique noire francophone, la responsable commerciale de Gallimard

se rend dans les pays les plus rentables (Sénégal et Côte d'Ivoire) à raison d'un pays par an. Il n'y a donc pas, comme dans le groupe Hachette, de personnes dédiées à une zone particulière, les moyens ne le permettant pas. Le recouvrement des frais de déplacement est tout juste remboursé par les commandes que font les libraires au responsable qui leur rend visite. Contrairement au groupe lié au scolaire, il y a en effet un réel risque quant à la rentabilité de la littérature et même de la non-fiction sur le marché africain. Non seulement la vente de ces ouvrages est faible, ce qui ne nécessite pas des envois massifs comme le scolaire mais encore faut-il arriver à vendre les ouvrages tout simplement. C'est un marché où, bien plus qu'ailleurs, il faut avant tout soigneusement cibler le type de livre, le type de clients susceptibles d'acheter, et surtout le seuil où le prix du livre permet au client de se laisser tenter, pour savoir quel titre peut susciter les ventes. Le problème de l'exportation se pose pour les petits éditeurs en matière de diffusion : l'unique autre façon d'exporter ensuite régulièrement c'est de confier les livres aux BIEF pour les salons, ce qui n'est pas envisageable en Afrique noire francophone en raison de l'inexistence des Salons du livre.

1.2 Un secteur du livre et des acteurs locaux fragiles et peu développés face à l'export

a. La production locale face à l'export

- Historique

La production locale est assez peu développée et depuis la décolonisation dans les années 1960, le développement de la chaîne du livre a peine à se faire jour. Avant l'indépendance, le développement d'un secteur du livre africain avait été fortement empêché par la colonisation au profit d'un développement de l'export. Les années qui ont suivi l'indépendance sont marquées par l'apparition des premières maisons d'édition ce qui explique la faible production. On pouvait compter en effet un peu plus de 5 000 titres publiés par an et par des éditeurs africains, sur tout le continent. En 1963, on note la naissance des Éditions CLÉ au Cameroun, qui est l'une des maisons d'édition les plus solides dans ce pays. On l'estime souvent comme la première maison d'édition de l'Afrique noire francophone (bien que, en réalité, étaient déjà apparues quelques maisons moins célèbres peu de temps auparavant, comme les Éditions Saint Paul de la RDC, en 1961⁶). C'est aussi au moment de l'indépendance

6 TAMBWE KITENGE BIN KITOBO, *La Chaîne du livre en Afrique noire francophone. Qui est éditeur aujourd'hui ?*, Paris, L'Harmattan, « recherches en bibliologie », 2006.

que sont créées les plus grosses maisons d'édition africaines actuelles : NÉA en 1972 (Nouvelles Éditions Africaines devenues NÉI en Côte d'Ivoire et NÉAS au Sénégal) ou CÉDA. Elles sont principalement basées au Sénégal, en Côte d'Ivoire ou au Cameroun. En 1994, la production africaine subsaharienne s'élevait à 14 000 titres par an mais la plupart des titres étaient publiés en Égypte, en Afrique du Sud ou au Nigéria. Par ailleurs, la démographie avait fortement augmenté, ce qui nous empêche considérablement de voir, dans cette augmentation de titres, une réelle progression⁷. De plus, les années 1990 connaissent la dévaluation du franc CFA, diverses crises politiques ainsi qu'une baisse du pouvoir d'achat. Pourtant, c'est également dans les années 1990 que l'on a vu apparaître un certain nombre de jeunes maisons d'édition : en 1983, on comptait 818 éditeurs professionnels et institutionnels alors qu'en 1998, 4 000 éditeurs étaient dénombrés dont 80 % enregistrés comme des professionnels⁸. Il faut toutefois nuancer ce chiffre qui cache le travail d'éditeurs précaires parmi ceux qui ont une réelle activité suivie et viable. Malgré tout, cela a permis de dynamiser quelque peu le réseau éditorial africain avec des jeunes maisons aux projets ambitieux (on peut prendre l'exemple des Éditions Édilis créées en 1992 ayant ainsi pour objectif d'aider au développement culturel de l'Afrique et à l'alphabétisation, et notamment à l'apprentissage des langues nationales).

- Production et structure éditoriale africaine actuelle

Parmi les pays d'Afrique subsaharienne, le Cameroun, la Côte d'Ivoire et le Sénégal sont ceux qui ont développé la plus forte activité éditoriale. Leurs maisons d'édition font partie de celles qui rayonnent le mieux sur le continent avec quelques autres basées au Bénin (comme les Éditions du Flamboyant et Ruisseaux d'Afrique) ou au Mali (avec les Éditions Le Figuier et Jamana). Ainsi le Cameroun se positionne comme le deuxième producteur de livres de l'Afrique noire⁹. Le Sénégal, la Côte d'Ivoire et le Cameroun ont actuellement le secteur du livre le plus développé de cette zone géographique tant à travers l'importation de livres français que l'édition proprement dite. Certaines de leurs maisons d'édition sont désormais solides et réputées en Afrique malgré le manque de moyens et la faible production de certaines. Parmi les maisons d'édition phares on peut citer : Ifrikiya, Presses Universitaires d'Afrique (PUA), Presses Universitaire de Yaoundé, Centre de littérature Évangélique (CLÉ), Afrédit au Cameroun ; Édilis, Éburnie les NÉI, les Classiques Ivoiriens et Frat Mat Éditions

7 PHINHAS Luc, *Éditer dans l'espace francophone*, Alliance des éditeurs indépendants, 2005, p. 74.

8 TAMBWE KITENGE BIN KITOBO, *Ibid.*

9 « Le marché du livre au Cameroun », consultable sur le site :

<<http://www.livres-francophones.org/>>

en Côte d'Ivoire ainsi que les NÉAS et les Éditions Clairafrique au Sénégal. La plupart de ces maisons sont généralistes et publient de la littérature, de la jeunesse, du scolaire et/ou des sciences humaines et sociales. Certaines sont un peu plus spécialisées : en jeunesse (Éburnie), en littérature générale (Ifrikiya avec ces trois collections de romans, biographies et essais ainsi que poésies et théâtre) ou pour la plupart, en scolaire (AES SA au Cameroun a ainsi centré en partie sa production sur les ouvrages scolaires et parascolaires avec son label de publication AES, spécifique à ce domaine tandis qu'un autre label PUA est dédié à la littérature). C'est le cas de l'activité éditoriale qui reste globalement assez faible : on ne compte dans chacun de ses pays pas plus de sept éditeurs dont l'activité peut réellement être définie comme une activité éditoriale suivie.

La production annuelle compte généralement entre un à quatre nouveaux titres publiés par an¹⁰. Néanmoins des exceptions existent comme les Éditions Ifrikiya au Cameroun qui publient au moins un livre par mois et est une maison de littérature de référence au Cameroun. Malgré tout, la plupart des tirages ne vont pas au-delà de 1 000 exemplaires. Et, même si la production locale s'est légèrement étoffée et si de nombreuses maisons d'édition ont vu le jour, la production éditoriale face à l'exportation du livre n'a presque aucune présence en librairie. Actuellement, uniquement 5 à 10 % du chiffre d'affaire des librairies africaines se font grâce au livre africain¹¹. Selon l'étude *Structures de diffusion et de distribution du livre africain en Afrique*¹², peu de libraires ont un rayon d'éditeurs africains important dans leur librairie. Au Cameroun, la librairie Messapresse à Douala a réservé une étagère au centre de la librairie pour la production de littérature africaine ce qui, certes, met la production locale et africaine en avant mais ne tient qu'une place infime dans la librairie compte tenu de sa superficie. Lipacam à Douala a, quant à elle, réservé tout un présentoir pour la littérature « françafrique » et pour le livre dont le sujet est le Cameroun. Mais cela mélange indistinctement les éditions africaines des éditions françaises sur le sujet¹³. Matila paraît être la seule grosse librairie importante de Douala à avoir réservé une place conséquente à la production africaine (environ 50 %) ce chiffre étant atteint principalement avec des éditeurs nationaux. Au Sénégal, les libraires de Dakar n'estiment que peu leurs éditeurs nationaux et critiquent leur manque de qualité professionnelle¹⁴. Pourtant, une certaine demande du livre africain existe de la part des clients,

10 GODEFROY Sophie et BONTOUX Vincent, *Structures de diffusion et de distribution du livre africain en Afrique*, publication de l'Institut français [en ligne], 22 juillet 2011, p. 13.

11 *Ibid.*, p. 10.

12 *Ibid.*

13 Voir photos en annexe du rayon de livres africains de Lipacam p. 80.

14 GODEFROY Sophie et BONTOUX Vincent, *Ibid.*, p. 20.

même si elle reste mince. Cette demande est liée à l'envie de lire « des histoires de chez eux » selon la Librairie de France. Cependant, les histoires africaines sont aussi une littérature dominée par l'export, souvent publiée comme nous le verrons par des éditeurs français soucieux de développer leur marché à l'international en éditant des ouvrages de littérature adaptés au contexte africain. Ne trouvant que peu de productions africaines en face d'elle, la fiction française, de par la qualité de ses ouvrages, tend à produire des ventes honorables. Mais la valorisation du secteur éditorial africain peut être une politique payante. Ainsi la Librairie de France propose un rayon de « littérature ivoirienne » et la littérature générale d'édition africaine correspond ainsi à la moitié de son chiffre d'affaire en littérature. La production locale de fictions d'Afrique francophone est répertoriée dans le catalogue d'Afrilivres, qui n'est actuellement pas à jour car la refonte du site est en cours.

- Les freins au développement des acteurs locaux. Est-il également en lien avec le poids de l'export ?

Au moment de la décolonisation, les éditeurs français avaient calqué leur commercialisation en Afrique sur l'organisation française. Leurs livres fabriqués en France étaient souvent subventionnés ce qui leur permettait d'arroser le continent africain avec leurs publications. Il y avait une position ultra-dominatrice de l'exportation du livre français sur le marché africain. L'exportation de masse n'a donc pas aidé le développement de l'édition locale au départ puisque il y avait déjà une forte présence de l'édition française sur le marché. Selon Jean-Michel Ollé, trois phénomènes ont changé quelque peu la donne : les aides et subventions pour les éditeurs ont petit à petit disparu, les éditeurs locaux ont commencé à émerger malgré la surreprésentation du livre français (les éditeurs français ne se sont pas occupés au début de cette concurrence) et il y a eu une véritable montée du nationalisme éditorial. Il y a donc eu en quelque sorte une opposition faite par les acteurs africains pour arriver à créer un système éditorial local. Ils ont été soutenus pour ce faire, par les banques mondiales. Néanmoins, beaucoup d'acteurs locaux ont réussi à se développer avec les exportateurs et acteurs français. La première tentative de création éditoriale africaine est un projet du sénégalais Alioune Diop, Présence africaine, qui s'est opéré en 1947 grâce aux subventions de l'État français et grâce à son implantation à Paris. La toute première maison africaine n'était donc pas basée en Afrique. Par ailleurs, quand les éditeurs français ont vu que les Africains souhaitent développer leurs propres maisons d'édition, ils ont passé des contrats avec eux et créé des coéditions afin d'avoir des implantations locales, facilitant la commercialisation. Ainsi, la création des CÉDA s'est faite en 1961 avec l'aide de partenariats

français : Hatier, Didier et Mame. Le but premier était de créer un centre de diffusion-distribution en Afrique pour la diffusion des ouvrages scolaires. Les NÉA fondées en 1972 grâce au président du Sénégal Léopold Sédar Senghor en lien avec le Togo et la Côte d'Ivoire avaient cinq partenariats : Armand Colin, Nathan, Présence Africaine, le Seuil et Édicef¹⁵. Pour prendre un dernier exemple, les Éditions CLÉ basées à Yaoundé sont nées grâce à des protestants hollandais. Cette maison dirigée par un Camerounais était tout de même liée jusque dans les années 1980 à ses promoteurs d'un point de vue financier et technique. Il existait donc au départ une véritable dépendance du secteur éditorial africain envers les acteurs français pour le développement de leur activité. Hachette Livre International et Nathan ont particulièrement tiré parti en investissant leur capital en Afrique avec le développement de projets et de partenariats afin d'accroître et de faciliter la commercialisation du livre. Une partie de leur livres scolaires et de leurs littératures sont faites en coédition avec les éditeurs africains comme nous le verrons ensuite. Ainsi ces partenariats avec les éditeurs français exportateurs ont permis de poser quelques infrastructures comme la distribution, ou de développer des événements comme la Foire du livre. Malgré tout, les maisons d'édition africaines souhaitent leur autonomie et veulent faire face à l'export. Le problème réside principalement dans le manque de moyens qui les empêche d'avoir une grosse production et devant l'absence de canaux de diffusion-distribution africain. L'exportation massive tend à noyer la petite production africaine parmi les quantités de livres français et leur laisse donc peu de place. Les livres africains sont souvent méconnus du public parce qu'ils ne bénéficient que rarement d'une large diffusion et parce qu'il y a un manque de communication entre éditeurs et libraires africains.

Un des problèmes principaux auxquels se heurtent les éditeurs africains sont par conséquent la faiblesse de la chaîne du livre, principalement au niveau de la diffusion, quasi inexistante dans le paysage éditorial africain. Les éditeurs diffusent leur production à 80 % directement auprès des librairies. Ils n'ont pas pour la plupart de commerciaux pour sillonner le pays, encore moins de plates-formes de diffusion-distribution auxquelles ils confient leurs livres pour la raison qu'ils n'ont généralement qu'une très faible production pour envisager de stocker leur production. Ils n'ont pas, par ailleurs, les moyens financiers pour confier leurs ouvrages à des diffuseurs. Quand les éditeurs africains veulent passer par une plate-forme de diffusion-distribution, ils s'adressent généralement à des filiales françaises. Les NÉI passent

15 MARILL Stéphane, *L'Édition en Côte d'Ivoire : étude du secteur scolaire soumis à appels d'offre*, publication de l'Alliance Internationale des Éditeurs Indépendants [en ligne], mars 2008.

<<http://www.alliance-editeurs.org/>>

ainsi par deux distributeurs : la Librairie de France et Édipresse. Cela permet une plus large diffusion car généralement, lorsque l'éditeur s'en charge, elle se limite aux points de vente des librairies de la capitale. Les NÉAS utilisent un réseau de « diffuseurs » pour la province mais ceux-ci passent par un réseau informel de parents et d'amis et par des points de ventes tout aussi informels : « les librairies au par terre »¹⁶. La corruption est l'un des problèmes que l'on peut rencontrer, comme les Éditions ENDA au Sénégal en ont fait l'expérience : son diffuseur dans les points de ventes n'a pas toujours effectué toutes les remontées d'argent. Dans ce cas, les structures de distributions françaises préexistantes pourraient potentiellement aider l'éditeur à étendre son réseau si celui-ci en avait les moyens financiers. Mais les remises des grossistes et des diffuseurs de l'ordre de 25 % restent trop élevées pour la plupart d'entre eux compte tenu de leur faible tirage. Elles ne sont donc accessibles qu'aux exportateurs français. C'est au final les inégalités de moyens et de diffusions entre éditeurs africains et français qui paralysent le réseau africain. L'énorme quantité d'exportation contraste avec la petite production locale et n'aide pas l'éditeur africain à la valoriser. L'export est un réel frein au développement des acteurs locaux dans le domaine du scolaire car les politiques locales répondent aux appels d'offres internationaux et peu achètent donc les livres scolaires africains (néanmoins les gouvernements camerounais et ivoiriens achètent désormais quelques livres scolaires et parascolaires aux éditeurs africains). Or, c'est grâce à ce domaine également que l'édition locale est souvent viable, la littérature générale étant plus difficilement rentable. Il n'y a pas véritablement de concurrence directe pour la littérature mais un manque de visibilité et de poids du livre africain. Le principal problème en littérature concerne les auteurs africains. Ces derniers partent souvent se faire éditer en France pour disposer d'une meilleure diffusion. D'une part, ils ont une meilleure chance de rayonner de façon internationale et leurs ouvrages sont très souvent exportés en Afrique et sont en effet beaucoup plus visibles dans une édition française dans leur propre pays. Beaucoup d'écrivains privilégient aussi les éditeurs français car ils sont sûrs d'être rémunérés et ils sont mieux payés que dans une maison d'édition africaine. Pourtant, cela ne favorise pas le développement de l'édition de littérature en Afrique. Néanmoins, les ouvrages africains concurrencent parfois en matière de prix les ouvrages français, notamment avec la dévaluation du franc CFA qui leur permet d'être plus compétitif. Au final, l'exportation française empêche en partie les acteurs locaux de trouver leur place sur le marché mais il faudrait surtout que le système de diffusion-distribution africain s'améliore pour que les éditeurs locaux puissent également réussir à

¹⁶ Terme employé pour désigner les ventes de livres informels, généralement sur le trottoir ou dans des échoppes sans murs, assez précaires.

augmenter leur production et leur visibilité.

b. Parallèle entre l'export français et l'export africain

Le secteur du livre en Afrique noire francophone est caractérisé par une demande d'importation très forte en opposition à un marché de l'export quasiment inexistant. En 2011, les exportations de livres français à l'international s'élèvent à 701 millions d'euros contre 688 millions de livres importés en France, ce qui démontre un relatif équilibre dans les flux d'import-export français. En ce qui concerne la zone entière de l'Afrique francophone, les importations de livres africains en France s'élèvent seulement à une valeur de 1 216 euros pour une exportation de livres français vers cette zone de 36 963 euros. Cela démontre déjà que le commerce du livre africain vers la France, ou même plus largement vers l'international, est pour ainsi dire inexistant. De manière générale, les éditeurs africains restent des éditeurs nationaux : peu d'éditeurs exportent, même dans les pays africains. Dans le rapport d'activité sur *Les structures de diffusion et de distribution du livre africain en Afrique*, les Éditions Eenas (l'une des rares maisons d'édition spécialisées dans le livre scolaire) expliquent l'absence d'une exportation panafricaine soutenue par le fait que « les traits culturels sont divergents » et qu'ils sont « confrontés à des problèmes de logistique. »¹⁷. Néanmoins, si les problèmes de logistique sont communs à tous types d'éditeurs africains, la divergence culturelle n'est pas un des critères majeurs mettant un frein à l'exportation dans le domaine de la littérature mais concerne le cas échéant davantage le secteur du livre scolaire. Les documents abordant les problèmes africains ou la littérature africaine sont les livres locaux qui s'exportent le plus facilement d'un pays à l'autre. Les maisons d'édition africaines majeures sont souvent présentes dans les librairies phares de plusieurs pays d'Afrique. Au sein des librairies de Douala au Cameroun par exemple, on retrouve notamment quelques ouvrages des NÉI-CÉDA et d'Éburnie les maisons ivoiriennes ou des NÉAS une maison d'édition sénégalaise. En fait, parmi tous les éditeurs d'Afrique noire francophone, seuls quelques rares éditeurs comme NÉI et Éburnie en Côte d'Ivoire, Presses Universitaires d'Afrique au Cameroun – éditeur de livres scolaires, de droits mais aussi de littérature –, Ruisseaux d'Afrique, éditeur de littérature principalement jeunesse au Bénin, ou Jamana, une maison d'édition malienne assurent faire des exportations de littérature. L'éditrice des NÉI affirme ainsi diffuser ses ouvrages dans une partie de l'Afrique de l'Ouest : Sénégal, Guinée et un petit peu en Afrique centrale, au Cameroun et au Gabon principalement. Elle s'est également implantée dans quelques librairies françaises comme

17 GODEFROY Sophie et BONTOUX Vincent, *Ibid.*, p. 15.

Présence africaine, une librairie (également maison d'édition) parisienne spécialisée dans les ouvrages africains. Éburnie quant à elle, diffuse sa riche production par l'intermédiaire d'un réseau de libraires au Togo, au Bénin, au Mali, au Sénégal, au Cameroun, au Niger, en République de Guinée, au Burkina-Faso, et même en France et au Canada. Il s'agit en fin de compte des gros éditeurs africains solides qui se lancent dans l'exportation. Mais la plupart des librairies affichent cependant très peu de productions de livres africains autres que nationaux. Au Cameroun, on trouve ainsi principalement des livres d'éditeurs locaux (UPAC, CEPER, CLÉ, Presses universitaires de Yaoundé, Afrédit) dans les librairies et dans les kiosques. L'absence d'exportation est liée notamment aux lacunes de la diffusion-distribution africaine comme nous pourrions le voir par la suite. On retrouve effectivement plus facilement dans les points de vente des ouvrages d'éditeurs africains issus d'autres pays d'Afrique lorsque ceux-ci ont été coédités avec un éditeur du Nord et qu'ils ont ainsi bénéficié d'une diffusion par le biais des filiales françaises.

Cette inégalité entre l'import et l'export reflète d'une part la fragilité du secteur du livre africain qui n'a pas de présence hors de l'Afrique, voire hors du pays dans lequel il est édité. Et surtout cela reflète la mainmise des grands groupes français sur le marché du livre dans ces zones géographiques : le réseau de diffusion africaine étant faible, il offre un large espace à la diffusion du livre français, peu concurrencé par un réseau africain.

c. Les initiatives des acteurs africains pour développer un meilleur réseau du livre en Afrique

Quelques initiatives sont prises par les éditeurs et acteurs africains du livre pour pouvoir développer le marché du livre africain face au poids du livre importé. Ainsi, a été créée en 2010 l'Association nationale des éditeurs de livres au Cameroun (l'Anelcam, fusion entre le Réseau des Éditeurs Camerounais et l'Association des éditeurs du Cameroun) qui compte 29 maisons d'édition affiliées dont les plus éminentes au Cameroun : Ifrikiya, les Éditions CLÉ, Afrédit, Les Tropiques, CEPER, la Sopecam ou le Schabel. Cette association a pour objectif de faire en sorte que, par ses actions, on trouve davantage de livres africains dans le programme scolaire, qui sont publiés par des éditeurs locaux. Elle a notamment organisé en mai 2011 un concours littéraire visant à « consommer les livres camerounais et focaliser l'attention sur le livre et ses acteurs. »¹⁸ C'est aussi un moyen pour trouver de

18 DONGMO Stéphanie, « Les éditeurs lancent un prix », publication de Mboa [en ligne], 24 mai 2011. <<http://www.news.mboa>.>

nouveaux talents. Certains éditeurs font également partie d'autres associations comme l'Alliance internationale des éditeurs indépendants (qui comprend parmi nos trois pays Ifrikiya, PUA, Édilis et Éburnie). Cette dernière est composée de 85 maisons d'édition issues de quarante-cinq pays différents. C'est une association créée en 2002 par des professionnels du livre qui s'emploie à développer une promotion solidaire notamment à travers la coédition. Elle a notamment pour but de rendre certaines œuvres plus accessibles et d'aider à la diffusion dans les pays du Sud. Il existe également l'Apnet réseau panafricain de 45 pays membres basé à Abidjan. Son objectif est de renforcer l'édition locale notamment en encourageant les éditeurs à faire de la coédition transfrontalière.

On peut également noter l'envie des éditeurs africains d'améliorer la circulation et la communication sur leurs livres avec l'actuelle refonte du site Afrilivres, plate-forme de distribution du livre africain depuis 2010, basée à Cotonou¹⁹. Cette initiative est soutenue par l'Institut français. La création d'Afrilivres a eu pour objectif de favoriser la promotion du livre africain en Afrique et au Nord, de faciliter des échanges entre éditeurs et de réunir sur une même plate-forme un catalogue des plus exhaustifs de la production africaine. Celle-ci était en effet comptabilisée par des bibliographies parcellaires et incomplètes. L'idée était ambitieuse et intéressante compte tenu du manque de communication autour du livre africain. Mais le rapport d'activité des *Structures de diffusion et de distribution du livre africain en Afrique* souligne l'inefficacité de cette association sa création il y a quatre ans. Sa refonte permet de mettre en place de nouveaux objectifs logiquement plus adaptés aux problèmes africains. L'un des points les plus importants est de créer un bureau de coordination d'Afrilivres, indépendamment du développement de la distribution, afin de pouvoir créer une politique de communication soutenue, axée autour d'un nouveau site qui permettrait d'être une vitrine de présentation des éditeurs et de leur production. Le but du site est aussi de présenter l'actualité africaine afin d'en faire un site de référence et un outil servant d'interface particulière pour faire connaître le travail, les sites et le catalogue des éditeurs africains, relayé ensuite par des conférences auprès des institutions. Pour cela, ils veulent créer des hyperliens vers les sites d'éditeurs et utiliser les réseaux sociaux pour augmenter leur visibilité et étendre leur réseau. La question de la distribution a été séparée de la coordination d'Afrilivres car une des lacunes dans le premier lancement d'Afrilivres a été de regrouper ces deux pôles, le pôle de distribution n'étant pas assez professionnalisé. La prise de conscience d'Afrilivres sur l'enjeu et la difficulté de la distribution a amené à repenser la mise en place de celle-ci, tout d'abord en la développant uniquement avec des professionnels et deuxièmement en voulant réunir pour

19 GODEFROY Sophie et BONTOUX Vincent, *Ibid.*, p. 40.

améliorer ce développement des diffuseurs et des distributeurs d'Afrique et des pays du Nord, le but étant de créer plusieurs plates-formes de diffusion-distribution dans différentes zones d'Afrique (Afrique de l'Ouest et Afrique centrale principalement).

Des coéditions entre pays voisins sont également un moyen de faire rayonner la littérature africaine, de lui assurer une meilleure diffusion et une meilleure visibilité face aux difficultés que rencontre l'éditeur et ainsi de faire face aux problèmes que pose l'export. C'est le cas de la collection « Terres solidaires » soutenue par l'Institut français²⁰. Elle a vu le jour en 2006 grâce notamment à l'Alliance Internationale des Éditeurs Indépendants (AIEI). Cette initiative est intéressante car elle réunit huit éditeurs du Sud qui publient ensemble un même titre. L'impression est effectuée par un seul éditeur mais le livre est publié simultanément dans les huit pays. Le premier titre de ce projet était *L'Ombre d'Imana* de Véronique Tadjo, un inédit mais les ouvrages publiés les années suivantes (à compter de deux titres par an environ) ont l'avantage d'être des rééditions d'auteurs africains connus qui avait fait l'objet d'une première publication au Nord (Boubacar B. Diop, Emmanuel B. Dongala)²¹. C'est aussi une façon pour les éditeurs de retrouver et de publier eux-mêmes les bons auteurs africains partis à l'étranger. À plus petite échelle, Jamana, la grosse maison d'édition malienne a coédité des ouvrages avec Papyrus au Sénégal, Édilis avec les NÉI ou Ruisseaux d'Afrique avec Éburnie.

1.3 Le réseau de diffusion-distribution français implanté en Afrique et les problèmes rencontrés

a. Retour sur le réseau de plate-formes de diffusion-distribution : fonctionnement, concurrence

Dans l'Afrique subsaharienne, l'entreprise Presstalis, société de messagerie de presse, anciennement NMPP (qui avait le monopole de la presse parisienne) a des filiales de diffusion-distribution dans différents pays : au Sénégal avec l'ADP, au Cameroun avec Messapresse, en Côte d'Ivoire avec Édipresse, ou au Gabon avec une structure qui s'appelle Sogapresse. Ces sociétés se sont d'abord implantées en prenant le marché de la distribution de la presse. Puis elles ont utilisé leur distribution pour importer des livres par la suite. Elles ont profité de la présence des libraires locaux pour développer la diffusion des livres mais elles ont chacune également créé leur librairie. Ainsi, il y a environ une dizaine d'années, les

20 Consulter le site de l'AIEI à ce sujet : <<http://www.alliance-editeurs.org/>>

21 GODEFROY Sophie et BONTOUX Vincent, Ibid, p. 16.

diffuseurs libraires de Messapresse assurent que quasiment aucune diffusion n'était faite en littérature. La littérature a commencé à se développer réellement au Cameroun en 2000-2002 avec la création de ce que les diffuseurs appellent « la vitrine de Messapresse », une librairie qui rend compte des acquisitions de la plate-forme tout en proposant un choix fort diversifié aux clients. La création de la librairie a permis de développer la littérature : avant n'était importé que du livre scolaire. Tout d'abord, plus de 80 % des importations furent du scolaire selon François Van Bladel, le directeur adjoint de Messapresse, mais la répartition change légèrement ces dernières années passant de un peu plus de 70 % de livres scolaires à l'export contre un peu moins de 30 % en littérature. L'avantage de ces sociétés c'est qu'elles peuvent importer des quantités importantes de livres. L'inconvénient c'est que ce sont des sociétés de grande taille où il y a peu de place pour la littérature générale. Ce sont avant tout des gestionnaires qui servent dorénavant les librairies. La part de la presse reste importante. Au départ, Presstalis était détenu à 49 % par Hachette (l'autre moitié par la presse) mais cette société est devenue indépendante et n'a donc plus pour unique client le groupe Hachette mais également les diffuseurs concurrents du groupe : majoritairement Sodis, Volumen, Interforum, Dilisco. Presstalis est donc le principal grossiste local des maisons exportatrices. Concernant les marchandises, elles sont soit l'objet comme en France d'un office fait par le fournisseur soit l'objet d'une commande. Hachette et Interforum établissent une grille d'office et contrôlent les stocks à augmenter ou diminuer pour éviter les retours lorsque les représentants viennent. Lorsqu'il s'agit de fournisseur local, la commission est négociée avec eux directement et ils font alors un contrat de dépôt-vente avec la prise en charge des exemplaires.

Quant à la concurrence, chacune des filiales de Presstalis a quasiment le monopole dans chaque pays puisqu'il n'y a pour ainsi dire pas de grossistes africains, du moins de manière formelle. Ils sont de plus souvent les seuls sur le marché. La diffusion pour l'exportation africaine fonctionne différemment, centralisant toutes les commandes des maisons d'édition exportatrices, indépendamment des logiques politiques de groupe habituelles, compte tenu sans doute de l'étroitesse du marché. Néanmoins, il y a quelques exceptions. Messapresse au Cameroun a un concurrent : Étape 2. Celui-ci diffuse et distribue les mêmes maisons d'édition que Messapresse. Il s'agit en fait de l'ancien directeur de Messapresse qui a voulu monter sa propre structure indépendante de Presstalis. Il a été également un représentant d'Interforum. Messapresse distribue également des livres d'Interforum mais Étape 2 est devenu son principal représentant au Cameroun en 2011. Messapresse reste quand même le premier sur le marché et est plus spécialisé en littérature, contrairement à son concurrent davantage axé sur

l'universitaire. Un autre moyen qui peut nuire globalement aux grossistes est l'importation directe que font les fournisseurs dans les librairies africaines. Cela peut être l'objet de commandes de la part des libraires comme les librairies Fe-Tchuent ou la belle librairie Impex Team (La Papeterie) de Douala qui préfèrent importer elles-mêmes une partie des livres pour éviter d'avoir à payer les remises. La Papeterie par exemple importe ainsi tous les ouvrages d'Interforum, ayant un contrat avec eux. Il y a aussi le cas où le fournisseur démarche lui-même directement dans les plus grosses librairies d'Afrique comme c'est le cas pour la Sodis au Sénégal pour la librairie des Quatre vents et Clairafrique et en Côte d'Ivoire pour Médiastore. Ils exportent directement vers les gros points de vente. Ils sont dans ce cas tributaires des demandes des clients. La Sodis assure ensuite le reste de leur diffusion via les grossistes car les petits libraires passent chez les grossistes, basés dans les capitales, pour récupérer leur stock ce qui, dans ce cas, est économiquement plus intéressant. Malicka Djendoubi, responsable de l'exportation à la Sodis, explique cette démarche spécifique : « Presstalis a réduit toutes ses garanties depuis la crise de la Coface et nous passons donc peu par ce système de grossiste car ils sont désormais moins réactifs et plus méfiants. De plus, cela évite d'avoir une remise de grossiste et cela permet d'éviter le dédouanement qui coûte cher. »

Les fournisseurs ont donc deux types de clientèles : les grossistes et les librairies. Néanmoins, les grossistes Édipresse, Messapresse et ADP gèrent la majorité des stocks dans ces trois pays puisqu'ils peuvent manier de grosses quantités de livres et qu'ils sont en lien avec le réseau de librairies du pays. Ils forment ainsi un des réseaux de diffusion les plus efficaces de ces pays (même si toutefois il y a des difficultés et des défauts majeurs dans ces diffuseurs-distributeurs).

b. L'organisation du secteur pour l'exportation des livres : Les transitaires, les assurances, les frais de douane et la gestion des conteneurs

Pour organiser ces gros flux d'exportation, les fournisseurs passent par des transitaires comme la Centrale de l'Édition, majoritairement utilisée dans ces trois pays pour les transports de livres venant de la France. Ce qui n'est pas le cas de tous comme au Bénin où ils utilisent un autre transitaire. Ainsi concernant le Cameroun et la Côte d'Ivoire, toutes les exportations sont passés par cette société en 2011. Dans les deux cas, le poids de ces dernières sont donc le reflet réel des quantités exportées dans ces pays. Ainsi pour donner une idée des tonnes qui transitent par la Centrale de l'Édition, Cécile Douste affirme que 12 tonnes de livres ont

transité par voie aérienne et 571 tonnes par voie maritime concernant le Cameroun. Dans ce cas, la majeure partie de la marchandise transite par Douala, la capitale économique, Yaoundé étant trop enclavé. Les expéditions arrivent à Douala par le port et il y a ensuite un système de transports routiers qui mène à Yaoundé. En revanche, pour le transport par voie aérienne, il y a quand même deux aéroports sur chacune des destinations. Il y a un transport Roissy-Yaoundé pour les librairies qui sont directement basés à Yaoundé, et il y a également un transport Roissy-Douala. Messapresse a de plus une plate-forme plus petite de diffusion-distribution à Yaoundé. Dans le cas de la Côte d'Ivoire, l'activité était un peu plus en dilettante en 2011, l'activité ayant du mal à reprendre depuis 2006 alors qu'ils faisaient le plus gros chiffre d'affaire avant la crise politique. On enregistre en effet 31 tonnes par voie aérienne et 319 tonnes par voie maritime. En revanche, dans le cas du Sénégal, les quantités de la Centrale de l'Édition ne reflète que partiellement les quantités totales exportées puisque la librairie des Quatre Vents a décidé de passer par un autre transitaire en 2011 : Saga. Or, c'est l'une des plus grosses librairies du Sénégal : à elle seule, elle représente en effet une centaine de tonnes. Avant pour le Sénégal, la CE passait par un transitaire qui s'appelait Henault et les Quatre Vents souhaitait impérativement passer par Saga. En 2012, la CE a ré-homologué Saga. C'est pour cela que la librairie des Quatre Vents est revenue vers eux. C'est le seul à avoir eu son propre transitaire. Au Sénégal, on enregistre 39 tonnes par voie aérienne et 240 tonnes par voie maritime à la CE ce qui, avec la librairie des Quatre Vents doit représenter environ 340 tonnes environ d'exportations au total. En 2012, la librairie des Quatre Vents a repris les expéditions avec eux ce qui permet à la CE d'assurer toute l'exportation du Sénégal cette année. Dans tous les cas, on remarque que les fournisseurs ou les libraires privilégient le transport maritime. C'est un transport beaucoup plus long mais beaucoup moins onéreux. Ainsi le tarif maritime est de 1,81 euros/kg. Le transport aérien est privilégié lorsqu'il y a quelques urgences notamment lors des rentrées scolaires par exemple.

Les principaux clients de la Centrale de l'Édition sont les grossistes mais aussi quelques librairies et parfois les ministères en direct pour certains marchés. Il y a plusieurs avantages à utiliser les services de la Centrale de l'Édition notamment les subventions accordées sur le prix du transport (et non sur le prix des livres). C'est un système de subvention qui est accordée par le ministère de la Culture pour aider au rayonnement du livre à l'étranger. Le directeur de la Centrale de l'Édition les négocie ensuite. L'enveloppe budgétaire pour les subventions aux transports en 2011 était de 5 millions d'euros au total. La part des subventions accordées à l'Afrique francophone représentait quand même 10 % environ du budget total. Concernant ces pays et les autres pays africains côtiers, elles représentent 20 % du coût total du transport.

Ainsi, le montant des subventions cumulées est relativement élevé : 58 000 euros sont accordés au total (aérien et maritime) à la Côte d'Ivoire, 49 000 euros au Cameroun et 29 000 euros pour le Sénégal, sachant que plus d'aides ont été accordées pour le transport aérien. Pour les pays d'Afrique plus enclavés comme le Mali ou le Niger par exemple, l'aide est plus élevée et est de l'ordre de 40 à 50 % du coût total. Ils considèrent en effet que les pays enclavés ont plus de difficultés de par leur situation géographique à s'en sortir, le transport aérien coûtant beaucoup plus cher que le transport maritime. Les aides sont donc par conséquent plus élevées. Plusieurs conditions sont nécessaires pour les obtenir. Premièrement, il faut que le destinataire final soit un libraire ou un grossiste. Quand la commande directe d'un marché émane d'une ambassade ou de destinataires d'établissements publics, les subventions ne sont pas accordées car la CE favorise le commerce privé. Le second critère c'est que les livres viennent d'éditeurs français. Il arrive parfois que certaines marchandises d'éditeurs étrangers comme Edelsa en Espagne transitent par Paris mais eux n'ont pas le droit aux subventions. Il ne faut pas non plus que ce soit des soldeurs (ce n'est pas considéré comme de l'export : ils achètent aux éditeurs et revendent à l'étranger). Les livres exportés doivent être neufs. La troisième condition nécessite que les ouvrages soient destinés à la vente. Les spécimens (nombreux chez Messapresse) ne sont pas subventionnés par exemple.

L'avantage de la Centrale de l'Édition c'est qu'elle s'occupe également de trouver les assureurs et les transitaires adaptés à chaque pays. Ils font pour ce faire, régulièrement des appels d'offres pour déterminer le meilleur rapport qualité/prix entre les différents transitaires. De même pour les assurances : un courtier regarde pour eux les meilleurs prix. L'assurance se base non sur le poids mais sur la valeur marchande qui représente un pourcentage de 0,172 % sur le montant des factures. Les risques pour lesquels ils sont assurés en Afrique francophone sont globalement les containers détériorés lorsque les ouvrages sont retrouvés mouillés suite au transport maritime ; les ouvrages abîmés parce que les palettes ont été brinquebalées dans le container ; la perte des colis ; les manquants ou livres volés.

La TVA en France n'est pas appliquée à l'export mais le diffuseur paie néanmoins les frais de douane et il doit se battre pour arriver à obtenir des prix de ventes similaires à la France. Les livres sans aide de l'éditeur ont un prix de vente généralement un peu plus élevé qu'en France. Il y a par ailleurs une petite marge de 7 000-8 000 francs CFA (soit de 10-12 euros) entre le transport par bateau et par avion. Le prix de vente varie ainsi en fonction des frais de maintenance. Ainsi, le problème que rencontrent beaucoup les grossistes à la réception des containers en dehors des dégâts matériels, concerne la lenteur administrative.

C'est notamment le cas dans les pays d'Afrique lorsque le container est ciblé, c'est-à-dire, qu'il est suspecté pour une raison ou une autre de contenir des marchandises illégales par la société générale de surveillance (qui inspecte les marchandises et déclare leur conformité). Dans ce cas, il passe au scanner et cela ralentit la procédure de sortie du container du port. Or, au bout d'un mois, les grossistes ont des frais supplémentaires qui s'ajoutent pour garder un container au port, ce qui s'appelle les frais de maintenance. Selon les responsabilités, les frais peuvent être imputés au transporteur ou au diffuseur et en fonction de cela, les frais se répercutent sur le prix de vente des livres. De plus quand le container est à moitié plein, le coefficient maritime augmente. Il est préférable donc de remplir les containers pour amoindrir le coût du transport. Pour cela, il existe le système de groupage c'est-à-dire le partage d'un container avec d'autres marchandises. Il arrive que la Centrale de l'Édition informe également ses clients de la hausse des prix à cause de l'envolée des prix du pétrole. Il y a donc un nombre conséquent de variables qui peuvent faire fluctuer les prix. Souvent, le diffuseur se renseigne avant sur la base du livre Dilicom des prix du marché actuel, avant de faire sa cotation.

Quand un container est livré, une procédure commence. Les diffuseurs ouvrent un dossier de confirmation d'embarquement que le transitaire comme Saga (du groupe Bolloré) leur envoie pour le suivi. La facture comprend la valeur nette mais également les frais accessoires (comme l'emballage). Une fois que le container est sorti du port, il est acheminé jusqu'aux locaux du diffuseur-distributeur pour qu'il soit « dépoté », autrement dit ouvert. Avant de l'ouvrir, les références du container sont vérifiées et une décharge est remise au transporteur. Une fois la marchandise en magasin, un dossier d'importation est ouvert avec les informations sur les frais de douane des prestations des transitaires. Cela permet de dégager la valeur du coût de revient sur le prix de la marchandise. Ce rapport donne le coefficient d'importation. La marchandise est ensuite enregistrée et sa valeur est vérifiée. C'est le moment de vérifier aussi les manquants et de réclamer dans ce cas le remboursement aux fournisseurs.

c. Les difficultés auxquelles fait face le diffuseur en Afrique

Les principales difficultés en Afrique se situent pour le diffuseur dans la relation avec le libraire. Sylvain Félix, responsable libraires au sein de Messapresse, la structure de diffusion-distribution basée à Douala, évoque plusieurs points qui empêchent le bon fonctionnement de la relation diffusion-librairie. Ces différentes difficultés relèvent parfois de la faute du libraire mais peuvent aussi être liées au manque de moyens technologiques. Généralement, la gestion des stocks est la difficulté majeure. L'outil de gestion est souvent artisanal : peu de libraires

sont équipés d'un outil informatique. La solution serait de tenir un registre pour suivre l'évolution des stocks mais rares sont ceux qui le font. Le libraire de la ville de Kribi au Cameroun effectue un pointage physique quotidien dès la réception de la livraison, pour suivre l'état des stocks mais déplore la perte de temps considérable. Les libraires n'ont donc aucune visibilité sur leurs stocks qu'ils connaissent mal. Beaucoup trop de commandes sont faites inutilement alors qu'elles pourraient être mieux gérées si toutes les librairies pouvaient suivre l'avancement de leur stock. Le problème de solvabilité est aussi malheureusement très courant. Très peu de libraires respectent les échéances et seuls quelques-uns qui s'en sortent relativement bien, viennent consciencieusement payer leur remise. Il est donc indispensable pour éviter les problèmes de trésorerie que le diffuseur suive consciencieusement ses comptes. Au sein de Messapresse, les créances des clients sont surveillées attentivement pour être sûre qu'il n'y ait pas d'impayés. Des rappels sont faits aux libraires, entraînant parfois la fermeture provisoire d'un compte, comme cela peut être fait en France. Mais le métier de diffuseur en Afrique consiste aussi parfois à se déplacer en librairie pour exiger du libraire un recouvrement. Les diffuseurs en viennent même à ce que les libraires qui respectent les échéances soient récompensés afin de les encourager et les motiver à être dans les règles. Lorsque le libraire respecte les normes et tient convenablement sa librairie, le diffuseur lui donne plus de responsabilités (devenir une librairie-relais), lui donne les moyens de se développer (mise en place de douchettes pour comptabiliser les stocks), ou lui octroie une prime. Contrairement au système de diffusion en France, les filiales de diffusion françaises basées en Afrique sont beaucoup plus impliquées dans la gestion de la librairie pour s'assurer du bon fonctionnement de celle-ci. Si le point de vente devient véritablement défaillant, le problème qui se pose, surtout dans les points de vente régionaux, est de trouver un autre point de vente et de s'assurer de sa fiabilité. Il est parfois délicat de fermer une librairie quand elle est la seule dans une région et tout le travail consiste parfois à trouver un repreneur. La diffusion a donc un certain rôle dans l'organisation du réseau de librairies. Au Cameroun, beaucoup de libraires ont une pression fiscale qui pèse sur l'entreprise. Pour échapper au fisc, certains changent l'identité de leur librairie et la déplacent. Beaucoup ne sont donc pas déclarés et la question du redressement reste difficile : c'est une affaire d'état pour laquelle le diffuseur ne peut rien faire. En dehors des problèmes des libraires, les éditeurs paient les retours, en plus de l'importation, d'où la plus grande prise de risque. Pour la littérature de poche, ils font un « retour sur couverture » c'est-à-dire que l'éditeur et le libraire conviennent de la destruction du livre et la couverture est renvoyée pour preuve de sa destruction.

Outre les problèmes avec les libraires, il existe ce que l'on appelle l'imprimerie-pirate qui a déployé un réseau de contrefaçon du livre dans certains pays comme au Cameroun. Ce réseau est relativement bien organisé. La démarche est simple : une rotative est importée d'Europe, installée dans un lieu illégalement où vont être imprimés des milliers d'ouvrages contrefaits. Ces titres sont revendus à moitié prix, comparativement au prix de ventes sur le marché. Cette impression est faite sur du papier journal mais pas toujours. La différence entre les deux éditions est parfois ténue : le papier est un peu jauni, les teintes de couleurs de la couverture ne sont pas exactement les mêmes, l'ouvrage est légèrement abîmé, l'encre est mal répartie sur la page ou bien le massicotage²² n'est parfois pas aligné entre la couverture et les pages, ce qui rend le format de la première et quatrième de couverture un peu plus grand. Cette contrebande porte un sacré préjudice au diffuseur-distributeur et à l'export car elle est véritablement concurrentielle. Ainsi, le premier ouvrage à avoir pâti de l'imprimerie-pirate au Cameroun était un ouvrage scolaire : *Comment se débrouiller en anglais*. Il y a une douzaine d'années, 10 000 exemplaires étaient vendus en moyenne par an, ce qui est considérable pour un marché africain. Désormais, depuis six ans, plus un seul ne se vend parce que tout le monde achète la version pirate, nettement moins chère. Ce marché qui concernait d'abord essentiellement le scolaire, s'est étendu à la littérature et au développement personnel. Ainsi, il s'agit essentiellement des titres à succès comme les ouvrages de développement personnel de Dale Carnegie par exemple dont sont friands les Camerounais. Ces ouvrages sont l'objet d'un véritable marché noir et sont vendus dans les trains à la sauvette, dans les librairies au par terre car une librairie fournie par un distributeur ne se risquerait pas à vendre ce genre d'ouvrages sous peine d'être obligée de fermer. Parfois, les vendeurs à la sauvette dans les trains ne présentent même pas un livre imprimé en bonne et due forme mais une liasse de photocopiés des ouvrages de Dale Carnegie qui se vendent néanmoins bien, compte tenu de leur prix imbattable. Ce qu'il faudrait pour enrayer le processus, selon Étienne Sindjui responsable libraire de Messapresse, c'est que le ministère de la Culture prenne cela en main en interdisant et fermant les imprimeries-pirates et en instituant l'ouverture des imprimeries uniquement si celles-ci fournissent une traçabilité des produits imprimés et si un contrôle des produits est effectué. Pour le moment, il est difficile de lutter contre la piraterie. Plusieurs procès ont déjà été engagés mais il est difficile de prouver la fausseté de l'ouvrage. Dès qu'une imprimerie-pirate est découverte, les autorités sont désormais prévenues et Messapresse dépose une plainte contre X. Mais le réseau est si bien organisé que, même quand il est démantelé, il se développe

22 Terme spécifique à l'édition pour désigner l'opération de découpage des documents à l'aide d'un appareil de découpe.

ailleurs de nouveau. C'est une pratique de piraterie qui ne concerne malheureusement pas que le Cameroun mais également la République démocratique du Congo, le Bénin ou le Togo. Étienne Sindjui estime qu'environ cinq millions de titres sont piratés en scolaire pour chaque titre en République démocratique du Congo. Les chiffres sont beaucoup moins spectaculaires pour le hors scolaire car c'est un marché auquel l'imprimerie-pirate s'intéresse depuis peu. Et ce genre d'imprimerie déverse leur produit du Bénin et du Togo via le Cameroun. C'est donc un réseau très étendu qui s'exporte de pays en pays, mieux que le livre légal, si l'on peut dire.

DEUXIÈME PARTIE :

La place et la gestion de la littérature dans la diffusion et sur le marché

2.1 Les types de livres publiés, étude des titres et du marché littéraire

a) Analyse du marché de la fiction à travers l'exemple du Cameroun et des livres achetés par le diffuseur Messapresse aux éditeurs

Pour bien comprendre l'étendue du marché de littérature en Afrique, nous avons entrepris une étude détaillée des titres que Messapresse reçoit dans ses locaux selon les différents éditeurs. Comme nous l'avons rappelé précédemment, cette étude comprend aussi les livres pratiques, les livres de développement personnel, la fiction française, la fiction traduite en langue française par des éditeurs français, le thriller ou les documents et essais. Cette catégorisation de ces domaines sous le mot « littérature » a été créée pour le livre de poche, principal format que l'on rencontre à l'export. Ainsi, dans le groupe Hachette, le livre de poche est classé comme littérature par les commerciaux mais à l'intérieur de cette catégorisation, il y a d'autres départements qui fonctionnent très bien, notamment (en plus du développement personnel ou des thrillers) les méthodes de langue et les dictionnaires. Quand on prend les chiffres d'affaire de la littérature au Cameroun pour Hachette en 2011, on s'aperçoit qu'ils réalisent un chiffre d'affaire de 20 000 euros dans la classification « littérature ». Mais 7 000 euros sont tractés par les dictionnaires et 7 000 euros sont au final effectués en littérature au sens strict. Le chiffre d'affaire est donc un peu faussé quand on observe les chiffres des commerciaux des diverses maisons d'édition ou des groupes. C'est pour cela que l'on va s'attacher à regarder ce que reçoit en stock Messapresse : d'une part parce que l'on aura un échantillon assez représentatif par maison d'édition de ce qu'ils reçoivent, d'autre part parce que, on peut ainsi voir les quantités réelles de stocks en littérature, titre par titre, et la dissocier en partie du reste.

Tout d'abord, il faut comprendre que la part de la littérature dans les locaux de Messapresse ne dépasse pas 30 % : la part du livre scolaire, du livre professionnel et technique ainsi que les dictionnaires assurent principalement le chiffre d'affaire. La littérature reste très minoritaire puisque 40 % du chiffre d'affaire est généré par la presse française et locale qu'il diffuse, tandis que 60 % concerne la librairie et le livre. La part de la littérature ne dépasse donc pas un cinquième du chiffre d'affaire total du grossiste. Néanmoins, elle assure des ventes régulières. Le stock de littérature compte en 2011 une quantité de 44 371 titres. Voici au final la répartition en quantité des titres, par exportateurs :

| | Données |
|-----------------------|-------------------|
| Fournisseur principal | Somme - Qté Achat |
| BELIN | 1088 |
| DILISCO | 235 |
| FLAMMARION | 581 |
| HACHETTE | 31929 |
| HORIZON EDUCATION | 514 |
| INTERFORUM EDITIS | 6515 |
| L'HARMATTAN | 1 |
| NOUVEAUX HORIZONS | 775 |
| PRESENCE AFRICAINE | 5 |
| SODIS | 758 |
| SODIS BATEAU | 1039 |
| VOLUMEN | 931 |
| Total Résultat | 44371 |

Parmi les livres de littérature diffusés par Messapresse, 72 % sont originaires de Hachette qui conserve donc la plus grande part de marchés, loin devant ses autres concurrents. Ils représentent pratiquement les trois quarts des stocks chez Messapresse. Sans surprise, on constate que Interforum du groupe Éditis apparaît en deuxième position. En revanche, malgré sa deuxième place, celui qui concurrence Hachette sur le domaine du livre n'a en fin de compte qu'une force de frappe relative en littérature, comparée à l'importance du groupe. On remarque effectivement que seulement 6 515 titres ont été exportés en littérature et que cette quantité représente ainsi dans les locaux de Messapresse 14,5 % seulement de l'ensemble des quantités d'achats. Interforum même s'il est le concurrent principal de Hachette est donc loin

de rivaliser avec le premier groupe d'édition français sur ce domaine. On peut en conclure que la concurrence se fait essentiellement au niveau du livre scolaire avec la puissance de Nathan dans l'éducatif. Mais il faut aussi prendre en compte le fait qu'Étape 2, le deuxième groupe de diffusion du Cameroun, reçoit de plus grandes quantités de livres d'Interforum (bien que centrées néanmoins plus sur l'universitaire). Selon les responsables libraires de Messapresse, « il y a quand même une grande rivalité entre Hachette et Interforum à travers leur collection de poche : LGF pour le premier et Pocket pour le second. Sodis et Volumen ne font pas de gros volumes de ventes mais ont une forte propension ». Interforum et Hachette, comme nous l'avions vu, ont une place prédominante sur le marché de littérature grâce à leur force de frappe dans le domaine du scolaire, la quantité des stocks exportés dans ce domaine leur permettant de rentabiliser leur chiffre d'affaire et d'exporter plus massivement de la littérature. L'apparition de Belin dans le classement vient, au même titre que Hachette et Interforum, de sa polyvalence entre le domaine du scolaire et le domaine de la littérature. Son exportation est simplement moindre de par le fait que ce soit un indépendant de taille plus petite. Interforum et Hachette ont également tout deux une force de diffusion en fiction, en raison de leur littérature plus grand public et commerciale qui les rendent beaucoup plus accessibles au public africain que Sodis ou Volumen par exemple. Ce qui est frappant, c'est que Hachette comptabilise de forts achats grâce à trois ou quatre types de livres. Les titres de la collection « SAS », une collection de livres policiers de la maison d'édition Gérard de Villiers, sont ainsi achetés chacun à 200 exemplaires, fait assez rare, ce qui totalise 1 200 ouvrages exportés uniquement pour cette collection. De la même manière, il y a une forte concentration d'achats pour quelques titres de développement personnel : les quatre titres de l'auteur Dale Carnegie, achetés à 150 exemplaires chacun en livre de poche ; *La Puissance de la pensée positive* de Norman Vincent Peale de la collection poche de Marabout achetés à 300 exemplaires. Rien qu'avec cette collection de policier et ces cinq titres de développement personnel, Hachette comptabilise un nombre d'exemplaires exportés équivalent au total des exportations de la Sodis ! Après, les gros achats Hachette de Messapresse se focalisent sur *Le Code de la route* (135 exemplaires), les guides de rédaction comme *Le Parfait secrétaire, 200 modèles de lettres* (110 exemplaires achetés pour le premier et 50 exemplaires pour le second) et le développement personnel. Ces derniers forment au total une bonne quantité de ventes également, si on cumule les différents titres achetés en quantités inégales. On retrouve quand même parmi les gros achats de la fiction pour adulte : les best-sellers de fiction comme *Fascination* de Stephenie Meyer avec 82 exemplaires (mais il faut noter que le quatrième tome de la série n'est exporté qu'en un seul exemplaire, ce qui montre que le concept de série est risqué dans des pays où l'achat de

littérature est rare), *Les Écureuils de Central Park sont tristes le lundi* de Katherine Pancol ou *Le Symbole perdu* de Dan Brown (60 exemplaires chacun). On retrouve aussi des livres de la collection « Harlequin » à des quantités variables mais elles forment au final de grosses quantités à l'export. Une diversité littéraire existe pourtant si l'on regarde les achats : on retrouve des classiques, de la fiction française et étrangère, quelques auteurs africains (Mabanckou par exemple) mais cette diversité d'achats est exportée le plus souvent à l'unité et ne reflète pas vraiment le marché africain par conséquent. En littérature jeunesse, Hachette exporte principalement des licences qui comprennent non seulement des livres mais aussi leurs produits dérivés. Ainsi, on retrouve 3 267 achats de licences Walt Disney parmi lesquelles figurent 2/3 de livres et 1/3 de livres de coloriages, de jeux et d'activités (et si l'on calcule bien, l'unique licence Walt Disney représente un peu plus de 10 % de leur exportation globale au Cameroun. Deux grandes collections ont notamment un certain succès : « Mon histoire du soir » dans un petit format carré broché, qui se vend grâce à sa modique somme de 1 500 franc CFA (2,25 euros) et les histoires des princesses Disney de la « Bibliothèque Rose ». On retrouve également d'autres licences phares exportées en énormes quantités : les livres de Dora (651 exemplaires), la collection « Monsieur, Madame » de Hargreaves (1 170 exemplaires) ou encore les livres-produits Hello Kitty comprenant essentiellement des livres de coloriages, d'autocollants et d'activités (265 exemplaires).

L'exportation d'Interforum est sensiblement différente de Hachette. Les grosses quantités d'achats que Messapresse a effectuées via Interforum révèlent qu'un ciblage spécifique a été fait sur ce pays. Une bonne partie des grandes quantités de livres exportés concernent en effet des livres africains ou avec un sujet en relation avec l'Afrique, (très souvent, en relation avec le Cameroun plus précisément). Ainsi, l'ouvrage exporté le plus massivement est un document et essais nommé *Kamerun !* qui aborde les guerres cachées entre le Cameroun et la France au moment de la décolonisation. Il a été exporté ainsi à 400 exemplaires, ce qui est un chiffre d'autant plus considérable quand on sait que c'est un grand format vendu à 22 000 francs CFA (33 euros) au Cameroun. On retrouve également des auteurs camerounais exportés en grandes quantités : en document avec *Sortir de la grande nuit* de Mbembe qui a écrit également sur la décolonisation ; ou en littérature avec *L'Intérieur de la nuit* (à 300 exemplaires) et *Blues pour Elise* (16 exemplaires) de Leonora Miano, avec les ouvrages d'Oyono exportés entre 20 et 35 exemplaires. Il y a également le document de Eric de Rosny, anthropologue français ayant vécu la majeure partie de sa vie à Douala. En littérature pour adulte, il n'y a ainsi que des romans sur l'Afrique ou d'auteurs africains, la

moitié étant camerounais. Dans les autres on peut compter : Camara Laye, Cheick Hamidou Kane, Hampâté Bâ ou Ommer Uwe mais les quantités exportées ne s'élèvent pas à plus de 25 exemplaires dans ce cas (ce qui reste somme toute assez conséquent). Le reste de la littérature pour adulte exportée en plusieurs exemplaires comprend quelques classiques (pour les classes) et un best-sellers : le dernier Marc Lévy à 20 exemplaires. C'est donc un marché beaucoup plus resserré vers un public africain comparé à Hachette et une littérature beaucoup moins diversifiée. La littérature jeunesse n'est pas, comme Hachette, orientée vers un public africain et ne comprend pas non plus de licences. Ce sont les mêmes livres que l'on peut trouver en France avec un choix évidemment très réduit : on y trouve d'ailleurs peu de grosses quantités. Seule la collection des « Fées des bijoux » est exportée au nombre de 100 exemplaires pour chaque titre. Dans le reste, on trouve malgré tout des livres de Daniel Pennac, de Jolibois (les livres sur petite poule), la série : « En Selle ! » et les classiques pour la jeunesse comme Victor Hugo, la Comtesse de Ségur, Jules Verne, Jack London ou Stevenson. Parmi ces livres jeunesse, hormis les livres classiques, on remarque que la sélection se fait parmi des déclinaisons de personnages (petite poule) ou des successions de tomes qui ne nécessitent pas forcément de lire les ouvrages dans l'ordre mais qui donne une visibilité à la collection. À côté de cela, on peut compter parmi l'exportation massive, les ouvrages de perfectionnement en anglais qui sont répertoriés sous la catégorie « littérature » que l'on peut estimer à plus de 300 exemplaires.

En dehors des diffuseurs qui exportent à la fois du scolaire et du non-scolaire, on retrouve des diffuseurs purement non-scolaires. Les responsables libraires parlaient ainsi de « la force de propension de Volumen et de la Sodis » malgré leurs petites places sur le marché. Aux vues des statistiques en littérature, on peut constater que Volumen a effectivement une force de frappe avec sa collection de poche Points principalement de par le nombre d'auteurs africains que Le Seuil-La Martinière possèdent. Quand on regarde sur l'année 2011 les plus gros achats chez Volumen de Messapresse, on retrouve effectivement les livres d'Ahmadou Kourouma, d'Aimé Césaire, d'Alain Mabanckou, de Tierno Monémbo ou de Nelson Mandela. Généralement, si l'on observe les achats au détail, le diffuseur fait la plupart du temps l'acquisition d'un titre en un ou deux exemplaires. Or, les titres des auteurs africains chez Volumen sont achetés majoritairement en cinq exemplaires minimum. Tous les titres de Tierno Monémbo sont disponibles dans les stocks Messapresse en 10 exemplaires chacun tandis que ceux de Nelson Mandela arrivent à 50 exemplaires par titre. Les quantités d'achats sont donc relativement faibles mais les titres sont diffusés en bonne quantité, preuve que ces

titres se vendent bien. Quant à la Sodis, diffuseur de Gallimard, on remarque deux arrivages : l'un par bateau, l'autre par avion mais qui totalisent à eux deux 1 797 titres achetés et se place, du coup, en troisième position derrière Hachette et Interforum en quantité d'achats. Ce qui est intéressant, c'est de voir que ce diffuseur-distributeur est le premier dans le classement à ne publier véritablement que de la littérature (autrement dit de la fiction) et, même s'il est en troisième position derrière Hachette et Interforum, il ne représente seulement que 4 % des achats de Messapresse en littérature ce qui montre bien le marché de niche que représente cette dernière. Dans les achats qui ont pu être effectués chez la Sodis, on retrouve beaucoup de livres classiques, de livres pour la jeunesse et quelques auteurs contemporains. Ce sont les livres classiques qui font l'objet de la plus grosse mise en place : on a par exemple 30 ouvrages d'*Antigone* d'Anouilh, 20 exemplaires de *La Cantatrice chauve* de Ionesco, ou 40 exemplaires de *L'Ami retrouvé* de Fred Uhlman et de *La Ferme des animaux* de Georges Orwell. Ces quantités sont justifiables par le fait que ce sont des commandes d'ouvrages pour les écoles. Celles-ci envoient la liste des livres au programme scolaire au diffuseur afin que celui-ci effectue les commandes. En dehors du scolaire, les classiques français ou étrangers ne se vendent pas (hormis les livres en relation avec l'Afrique) et sont donc importés en très petites quantités à raison d'un exemplaire par titre. On retrouve malgré tout *Le Petit Prince* de Saint Exupéry hors programme scolaire. Dans les livres contemporains, on avait *Limonov* de Carrère, ou *L'Art de la guerre* de Jenni qui ont fait de bonnes ventes en France à la rentrée de septembre 2011. Le nombre d'achats (20 exemplaires) reste exceptionnel vu que ce sont des livres en grand format. Ce nombre se justifie par le fait que ce sont des best-sellers en France qui peuvent potentiellement intéresser les expatriés (le sujet et le prix étant peu adressés au public africain). On peut noter également la part minime du groupe Flammarion, avec seulement 581 achats. Comme pour la Sodis, Flammarion exporte des classiques destinés aux classes et de la fiction contemporaine, toujours à raison d'un ou deux exemplaires par titre. Son choix d'auteurs est plus large que la Sodis dont la diversité est assez restreinte. Mais il exporte également du développement personnel, de la spiritualité et des guides pratiques. Un bon nombre de livres axés sur la spiritualité sont exportés entre 5 et 25 exemplaires chacun (de la collection « Aventure secrète » principalement). Il y a également des livres pratiques sur la maternité qui compte dans la littérature avec une trentaine d'exemplaires par titre : les célèbres livres de Laurence Pernoud dont *J'attends un enfant* ; les différents ouvrages sur le régime de Dukan en moins grosses quantités. Dilisco, diffuseur d'Albin Michel, ne fait que très peu d'exportation au Cameroun et, dans la catégorisation littérature, ne figure à proprement parler aucun livre de littérature ! On retrouve des cahiers de vacances sous cette

catégorisation, des coffrets, des livres pratiques (sur les cocktails, l'ésotérisme ou la méditation). Le seul ouvrage de littérature est *Cannibale* de Didier Daeninckx, exporté à 20 exemplaires.

Enfin on peut voir certaines particularités apparaître parmi les diffuseurs. Il y a notamment Horizon Éducation, le diffuseur-distributeur anciennement le CELF, créé par Laurent Ayissi qui n'est rattaché à aucun groupe en particulier mais est un diffuseur spécialisé dans l'export. Principalement tourné vers la pédagogie, il exporte surtout des cartes, des guides et des manuels pratiques et quelques rares livres de littérature. Nouveaux Horizons apparaît devant Flammarion en sixième position. Cette maison d'édition a une force particulière au Cameroun puisque son marché est exclusivement tourné vers l'Afrique francophone (il est présent dans dix-sept pays d'Afrique noire) et Haïti et ce, en raison du programme culturel du département d'état américain. Cette maison a pour but de promouvoir les œuvres américaines connues ou importantes dans l'éducatif ou en littérature, en les publiant en coédition avec des maisons d'édition francophones. Cette spécialisation vers l'Afrique francophone lui a permis de mettre en place une politique particulière, proposant des prix quatre à cinq fois plus bas que les prix habituels français. C'est notamment pour cette raison qu'il est par conséquent très présent sur le marché au Cameroun. Mais il faut toutefois nuancer sa présence en littérature car les plus grosses commandes (que l'on retrouve classé en littérature) sont des ouvrages de vulgarisation scientifique : *Comprendre la finance pour les non-financiers et les étudiants*, ou *Le Manager au quotidien*. Ainsi, elle exporte également en 30 exemplaires des documents, essais sur la condition des noirs : les livres d'Obama *L'Audace d'espérer* et *Le Rêve de mon père* ou celui de Martin Luther King, *J'ai fait un rêve*. On trouve essentiellement dans son catalogue comme dans les stocks de Messapresse, des documents et essais pour adulte, mais surtout pour enfants. Ces derniers sont répartis par catégorie (sciences, sociétés etc.) et présentés sous forme littéraire (*Rosa Parks*, *SOS enfant du monde* ou encore la série *Bus Magique* tirée du dessin animé qui présente sous forme d'histoire des sujets de science). Il y a un peu de littérature classique pour la jeunesse (*L'Appel de la forêt* de Jack London ou *La Case de l'oncle Tom* de Beesher-Stowe) mais la littérature pour adulte reste absente du catalogue. Néanmoins, on remarque que tous les titres exportés de cette maison d'édition le sont au minimum à dix exemplaires, ce qui n'arrive pas avec les autres groupes qui exportent beaucoup de titres en un ou deux exemplaires. Cela s'explique par sa spécialisation dans l'Afrique francophone : cela montre que cette maison est habituée à cibler parfaitement son marché et qu'elle a l'habitude de proposer, grâce à cette unique marché, des ouvrages qui correspondent à la demande. Enfin il

faut noter une particularité : l'apparition cette année de Présence africaine, la maison d'édition africaine créée en 1949 dans le quartier latin de Paris. Comme on peut le remarquer, aucune maison d'édition camerounaise ou africaine ne se retrouve dans le panel des achats. Fort peu de maisons d'édition africaines passent en effet par un diffuseur. Elles préfèrent se diffuser elles-mêmes à moins grande échelle pour éviter d'avoir une commission sur les ventes de leurs livres. Seules les grosses maisons d'édition camerounaises comme Ifrikyia, AES (avec PUA pour la littérature), Afrédit ou Presses Universitaires d'Afrique ont déjà sollicité le diffuseur Messapresse pour une large diffusion. Plus la diffusion est large, plus cela suppose l'augmentation des parts de commission. Lorsque la commission est faible, les ouvrages sont diffusés uniquement dans les deux vitrines de Messapresse, ce qui n'est pas très intéressant pour les grosses maisons d'édition africaine mais relativement pour les petites car ces deux librairies ont une certaine visibilité au centre de Yaoundé et de Douala et sont beaucoup fréquentées. Or, puisque ces librairies sont détenues par Messapresse, seuls les livres diffusés par la plate-forme de diffusion-distribution peuvent figurer sur leurs rayons.

Sur cette répartition d'éditeurs, nous avons étudié les titres au détail pour connaître le type de livres qui étaient le plus largement diffusés au Cameroun. Nous n'avons malheureusement pas pu obtenir le taux de retour sur chaque titre, ce qui nous aurait permis d'évaluer précisément les ventes. Néanmoins, ce panel nous indique déjà les quantités d'achats qui supposent généralement de bonnes ventes et les différents types de littérature que l'on retrouve en librairie au Cameroun. Tout d'abord, la moyenne des prix sur tous les titres (indépendamment de leur quantité) est de 7 000 francs CFA, soit dix euros. Ainsi, les livres qui suscitent le plus d'achats chez Messapresse comprennent surtout : les licences pour les livres jeunesse de Hachette (principalement Dora et Disney) avec ses produits dérivés (cahiers d'activités, livres d'autocollants) qui inondent le marché à bas prix ; les livres de développement personnel qui se résument principalement au très demandé Dale Carnegie en LGF, un succès au Cameroun (avec les titres : *Comment se faire des amis ?*, *Comment parler en public ?* et *Comment trouver le leader en vous*) qui sont commandés en quantités importantes et sont mis en avant dans toutes les librairies ; les livres policiers « SAS » des Éditions Gérard de Villiers qui peuvent monter jusqu'à 200 exemplaires achetés pour les nouveautés et font par là-même exception en matière de quantités achetés. Enfin les « Harlequins » sont achetés en 20 exemplaires chacun mais compte tenu du nombre de titres ont une forte visibilité sur le marché. Autrement dit, les ventes principales sont faites par Hachette car ces livres se retrouvent partout sur le marché africain (dans les librairies, les

points de vente Total et les grandes surfaces alimentaires) et un peu par Interforum. Les diffuseurs comme Volumen et la Sodis font une diffusion plus parcimonieuse et, du fait de la politique des groupes, beaucoup plus élitiste et moins accessible. On retrouve également quelques titres isolés comme *Conversations avec moi-même* de Nelson Mandela qui s'élève à 50 exemplaires malgré les 22 000 francs CFA que coûte l'ouvrage (c'est-à-dire environ trente-trois euros). La relative diversité que l'on a pu voir est somme toute apparente puisque beaucoup de titres se trouvent à l'unité et sont, dans ce cas, disponibles uniquement dans l'une des vitrines de Messapresse. La littérature se cantonne donc principalement à des titres à forte visibilité (« SAS », « Harlequin »). Par ailleurs, si ce marché de littérature est représentatif du Cameroun, on peut retrouver quelques similitudes dans la pauvreté littéraire des titres qui font fureur chez les Africains au Sénégal et Côte d'Ivoire mais ces pays ont une plus grande diversité littéraire sur le marché. La Sodis, diffuseur de Gallimard, groupe de littérature, par exemple, travaille beaucoup plus avec ces pays.

b) Étude des meilleures ventes et de la diversité littéraire dans les librairies africaines en rapport avec les stratégies commerciales adoptées

Que trouve-t-on au final dans les rayons des librairies africaines ? Dans la plupart des librairies, la littérature apparaît bien évidemment sous le format de poche comme nous avons pu le voir. Mais quelques livres grand format survivent sur les étagères. Au Cameroun, on en trouve principalement dans la librairie de Messapresse qui a réservé en son centre, deux grosses tables présentoirs sur lesquelles le grand format occupe trois rangées : l'une pour la littérature, une autre pour les documents et essais et une dernière enfin pour les livres policiers et les thrillers²³. Mais cette attention portée au livre grand format est rare. La librairie de Messapresse souhaite avant tout être le reflet de la diversité que peut offrir une librairie. Ce point de vente est également bien situé puisqu'il se trouve dans le quartier d'Akwa, le quartier historique au cœur de la ville que fréquentent les expatriés, la population aisée et également la population lambda. Mais la librairie ne cache pas que les rotations sont très lentes et que ces livres quittent difficilement les rayonnages, sauf quand ils portent sur l'actualité africaine (très généralement des documents et essais par conséquent). On retrouve également du grand format et un certain nombre de beaux-livres dans le quartier le plus aisé de la ville de Douala : Bonapriso où vivent principalement expatriés et population locale très aisée. Les autres librairies de Douala et Yaoundé sont beaucoup moins représentatives d'une diversité en matière

23 Voir photos en annexe p. 79.

de formats : les seuls grands formats que l'on trouve sont encore une fois des livres d'actualités africaines (comme *Kameroun !* Qui se vend très bien malgré son prix) ou des productions locales. En Côte d'Ivoire et au Sénégal, la même configuration se retrouve : les livres grands formats sont avant tout placés dans les librairies les plus éminentes qui brassent à la fois la population des expatriés et des africains, soit à Dakar et Abidjan dans la librairie des Quatre Vents, de Clairafrique ou de Médiastore essentiellement. Une place pour le Poche reste donc importante. Selon Christophe Llorca, commercial export chez Hachette pour la zone de l'Afrique noire, le format poche tracte tout le chiffre d'affaire. Quand on regarde la répartition de l'activité de Hachette à l'export, 11 % du chiffre d'affaire du poche résulte de l'exportation en Afrique francophone noire alors que les maisons d'édition comme Fayard ou Grasset qui font du grand format n'exportent que 2 % dans cette même région.

En ce qui concerne la typologie des livres du rayon de littérature générale : il y a une absence de littérature classique que ce soit au Cameroun, au Sénégal ou en Côte d'Ivoire (même si ces deux derniers font plus d'efforts dans ce domaine). Peu de demandes concernent la littérature classique exceptée lorsqu'elle vient d'une demande scolaire. En revanche, les nouvelles parutions sont assez bien représentées lorsqu'il s'agit des meilleures ventes dans les grandes librairies. Le roman policier est, quant à lui, fortement présent, il y a même une surreprésentation du rayon, principalement avec les « SAS » (dont les exportations en Afrique francophone noire représentent 16 % sur le total des exportations de cet éditeur à l'étranger) dont les Africains sont friands. Mais ces romans policiers sont ainsi rarement de qualité. On trouve quelques thrillers en poche et des best-sellers mais ils sont moins visibles que les « SAS » et moins vendus.

c. L'achat de la littérature par un public réduit

La littérature attire principalement deux types de clientèles : les expatriés qui sont des dizaines de milliers et forment une part relativement importante de la clientèle, et la population locale qui, au vu de son nombre, est assez peu consommatrice.

Les expatriés achètent les mêmes livres qu'en France. Le handicap de la librairie lié à cette clientèle concerne l'actualité littéraire qui n'est pas relayée aussi rapidement qu'en France. C'est frappant car la vie littéraire est particulièrement liée à l'actualité il y a donc une déperdition due à l'attente de la réception des livres. C'est particulièrement vrai en ce qui concerne la non-fiction, les documents et essais. Le public en Afrique se tourne donc vers d'autres médias : internet et la télévision sont les médias qui relayent l'information la plus

rapidement, la presse quotidienne arrivant toujours avec un ou deux jours de retard par avion. Le lectorat (souvent des cadres) se lasse face au mauvais approvisionnement.

Concernant la population locale, on retrouve majoritairement des personnes qui ont été dans l'enseignement supérieur avec un accès à la culture suffisante. Ceux-là commandent à peu près la même chose que les expatriés au même prix mais restent extrêmement minoritaires. Il y a des gens également moins aisés qui achètent les livres moins chers. Les libraires savent assez bien gérer cette disparité. La librairie de Messapresse explique que la clientèle moyenne achète peu de littérature pour adulte. Quand il y a achat, c'est généralement des romans policiers (la collection « SAS » dont nous avons vu les quantités d'achats chez Messapresse sont très prisées) ou des « Harlequins », les femmes aimant beaucoup ces romans d'amour. Mais cette clientèle se tourne davantage vers des livres techniques et professionnels. En revanche, ce qui se vend le mieux dans la librairie est le livre professionnel mais également la littérature jeunesse. « C'est le livre cadeau pour les anniversaires et les vacances, nous explique la librairie. Les parents pensent davantage à leurs enfants qu'à eux pour les achats plaisirs, d'où le peu d'attrait que suscite la littérature pour adulte. » Ainsi, la « Bibliothèque rose » a particulièrement du succès notamment avec les licences Walt Disney, les marques qui passent en fin de compte à la télévision et qui attirent les enfants. A contrario, la « Bibliothèque verte » suscite moins l'engouement chez les garçons même si les ventes restent assez bonnes. Dans les licences, Dora est aussi un des personnages phares qui suscite l'achat d'impulsion chez les petits. En revanche, les personnes qui font très attention à l'éducation de leurs enfants recherchent également en librairie des livres classiques comme *Les Malheurs de Sophie* par exemple ou des livres africains, plus éducatif. On note ainsi un attrait particulier pour des petits livres de lecture avec une thématique africaine comme ceux de la collection « Buzz » qui se vendent relativement bien.

2.2 Les points de vente de la littérature : un réseau inégal et des conditions de travail difficiles

a. La typologie des librairies et le fonctionnement de la diffusion de la littérature dans ce réseau

La diffusion de la littérature en librairie est légèrement différente de la diffusion du livre scolaire. La plupart des libraires sélectionnent et commandent les titres qu'ils souhaitent car ils connaissent leur clientèle qui est très disparate d'une librairie à une autre. Pour les livres scolaires, les libraires viennent avec une liste en fonction de leurs besoins (liés à la liste scolaire des ouvrages des écoles à proximité) et le diffuseur la prépare. Pour ceux qui ont un rayon de littérature, un système de dépôt-vente est instauré en plus des commandes et un suivi est effectué tous les mois, voire tous les deux-trois mois maximum. Dans l'entreprise Messapresse, quand il y a une rupture de stock sur un titre après un approvisionnement, le libraire vient directement aux entrepôts ou contacte le diffuseur pour savoir s'ils ont le livre en stock et pour faire un réapprovisionnement au titre par titre. Certains viennent également négocier leur commande sur place pour le réassort.

Il y a plusieurs types de librairies avec lesquelles travaillent les diffuseurs-distributeur. Au Cameroun, Messapresse travaille étroitement avec ses deux librairies vitrines situées à Douala, siège social de Messapresse et Yaoundé, la capitale. Ces librairies sont grands publics. Ensuite, l'entreprise est en relation avec des librairies-relais et des librairies traditionnelles plus ou moins bien approvisionnées à Douala ou Yaoundé mais aussi réparties dans tout le pays de manière plus disparate. On compte environ 160 points de vente librairies avec qui ils sont en relation et 40 librairies-relais. Ces dernières sont des grosses librairies dans lesquelles le diffuseur-distributeur porte sa confiance. Ces librairies sont plus diversifiées car elles ont aussi pour fonction de représenter Messapresse, elles ont donc également de la littérature en vente. Elles assurent surtout le relais dans leur région auprès des autres détaillants, qui peuvent pour certains fournir uniquement du scolaire et des périodiques. Elle a donc en quelques sortes une fonction de grossistes et de dépôts-ventes à l'échelle régionale : elle reçoit l'approvisionnement de livres (auquel s'ajoutent parfois la presse et la papeterie) et répartit les stocks dans les librairies dont elle est responsable dans sa sous-région. Au Cameroun, les librairies-relais sont créées quand la librairie traditionnelle est d'abord bien

tenue financièrement et qu'elle s'est développée depuis sa création de manière significative. C'est le cas du libraire de Maroua, Bouba, qui n'avait à l'origine qu'une petite librairie qu'il a su développer et tenir habilement. Il est désormais responsable d'une librairie-relais, ETS Ecotra, grâce à l'appui des diffuseurs-distributeurs de Messapresse et assure l'approvisionnement de toutes les librairies du Nord du Cameroun. Il commence maintenant à étendre également son réseau au Tchad. Ces 40 librairies-relais sont réparties inégalement sur l'ensemble du Cameroun. On en compte 13 dans la région du Centre (région de Yaoundé) et 13 également dans la région du Littoral (région de Douala). En revanche, le reste des régions du Cameroun (c'est-à-dire huit régions : région du Sud, de l'Est, du Nord, de l'Extrême nord, de l'Ouest, du Sud Ouest, du Nord Ouest et de l'Amadoua) détiennent entre une et trois librairies-relais. De même, sur les 160 points de ventes librairies traditionnels, seulement 45 sont situés en dehors de Douala et Yaoundé, soit seulement environ 30 %. Il y a donc une disproportion assez conséquente entre les régions où se trouvent les deux plus grosses villes du Cameroun et le reste du pays. Il y a une concentration assez forte de librairies et des meilleures librairies là où le centre d'activité économique du Cameroun est le plus fort, dans les deux villes principales. Le réseau s'étend ensuite assez bien dans les régions où se trouvent Yaoundé et Douala pour se raréfier dans les régions éloignées. Mais toutefois, on remarque que toutes les régions sont desservies par une librairie-relais et plusieurs librairies traditionnelles (bien que, dans certaines zones, quelques-unes aient une faible diversité en matière d'ouvrages). Dans l'ensemble, même si le réseau est inégalement réparti, le pays est finalement relativement bien desservi en matière de points de vente, compte tenu en plus du réseau de transports. Pour autant, les plus belles librairies sont situées à Douala et à Yaoundé : on peut noter ainsi la librairie la Papeterie et celle de Messapresse à Douala ou la librairie Saint Paul à Yaoundé.

En ce qui concerne le Sénégal et la Côte d'Ivoire, on remarque la même sorte de typologies : les plus belles librairies se trouvent en ville. Néanmoins, les plus belles librairies dans ces pays n'ont rien à voir avec le Cameroun. Elles ressemblent beaucoup en effet aux librairies européennes. La librairie des Quatre Vents, une des plus notables située à Dakar, a ainsi une immense surface de ventes partagée sur trois étages d'environ 400m². On y trouve les mêmes livres qu'en France et la librairie à la tête des Quatre Vents essaie de diversifier au maximum la littérature. Il faut savoir que sa formation spécifique à la librairie (elle fait notamment partie d'une famille de libraires) lui donne envie de diversifier son offre. Non seulement, elle connaît bien le fonds littéraire mais son enthousiasme pour la littérature et sa compréhension des enjeux culturels de cette dernière l'incite à la valoriser. Elle a ainsi une

vitrine immense dans cet objectif. Les nouveautés sont en librairie 15 jours après la date de parution et elle fait en sorte de promouvoir le livre à travers des spots radios. Par ailleurs, elle mise beaucoup sur la décoration de sa librairie notamment avec la PLV. Il y a donc un certain dynamisme et une diversité au moins à Dakar que l'on ne trouve pas encore au Cameroun. Le problème concernant la diversité littéraire dans ce pays c'est que les librairies dépendent toutes du diffuseur Messapresse et celui-ci manque de véritables représentants commerciaux pour promouvoir le livre dans les librairies, donner un dynamisme à l'offre en démarchant auprès des éditeurs pour mettre en avant et diversifier l'offre littéraire. C'est un pays où il n'y a pas d'engouement véritable pour le développement de la diversité littéraire et où aucun élément moteur venant du diffuseur ou des libraires, qui manquent de formations, ne vient dynamiser ce secteur. À Dakar, on retrouve également la librairie Clairafrique qui avait eu des problèmes financiers en fournissant un gros marché d'état qui n'avait pas été payé. Ils n'avaient donc plus accès aux garanties mais ils reprennent pied peu à peu. Clairafrique est un réseau de librairies qui comprend quand même deux points de vente à Dakar et un à Thiès et qui possède des surfaces de 600m². Elle a ainsi trois types de clientèles : grand public à Thiès, des étudiants et des professeurs dans la librairie universitaire Clairafrique, et un lectorat de cadres pour celle placée Place de l'indépendance. Cette librairie fait des séances de dédicaces pour les nouveautés africaines. Elle dispose aussi d'un rayon de littérature africaine et étrangère. Elle est donc diversifiée et animée. En Côte d'Ivoire, les librairies qui ont le plus de rayonnement en littérature sont la Librairie de France et Prosuma et sont encore plus grandes et riches que celles du Sénégal. La Librairie de France est une institution en Côte d'Ivoire. Elle compte huit points de vente. C'est une société rachetée en 2005 par René Yédiety qui a eu de grosses difficultés avec la crise politique : des magasins ont été saccagés. Aujourd'hui elle est l'une des premières sur le marché ivoirien qui vend de la littérature. Le gérant a implanté également une partie multimédia dans son établissement assez récemment. Sa clientèle est davantage africaine contrairement à celle de Prosuma qui touche les classes aisées : les Européens ou alors les Ivoiriens avec un certain pouvoir d'achat. Prosuma est un groupe de grande distribution dirigé par des Israéliens. Ils sont d'abord une enseigne connue en Côte d'Ivoire : Médiastore, un magasin de livres et de multimédias qui équivaut à la Fnac en France et qui bénéficie de 850m². C'est le leader en Côte d'Ivoire du produit culturel et de la littérature car il possède pour cette dernière plus de 20 000 références, ce qui est considérable en Afrique. C'est une librairie qui propose également toutes les nouveautés françaises. Il est prévu qu'un deuxième point de vente voit le jour prochainement.

En revanche, en dehors des plus belles librairies des villes, on différencie plusieurs types de points de vente dans ces trois pays. D'une part, contrairement à la France, il n'existe pas de grande surface alimentaire mais que des moyennes surfaces. Petit à petit, on commence à voir dans ces magasins le développement d'un rayon de littérature. C'est le cas en Côte d'Ivoire où une mise en place a été effectuée dans les surfaces alimentaires d'Abidjan. Le développement du marché va en ce sens également au Cameroun où une étude est actuellement faite sur le sujet, comme on pourra le voir par la suite. On a donc deux autres types de points de ventes : les librairies traditionnelles et les librairies informelles. Ces dernières sont communément appelées « les librairies au par terre ». Même si certains fournisseurs exportent directement dans les grandes librairies, ils passent obligatoirement par le grossiste du pays pour ces types de points de vente, surtout dans les régions éloignées. Les librairies traditionnelles ont une production assez variable selon l'endroit où elles sont placées (dans les villes principales du pays ou non). Généralement, elles sont petites et, quand elles font de la littérature, sont fournies de livres de mauvaise qualité (« SAS », Harlequin) et de livres africains ou à thématique africaine. Les librairies au par terre sont en revanche difficile à répertorier : elles sont assez importantes dans tout le pays et sont généralement des échoppes sans mur ou directement sur les trottoirs. Elles présentent sur une surface de 5m² des livres hétéroclites souvent d'occasion qui viennent des grossistes, des ONG ou de livres revendus à la sauvette. Ce commerce se fait de manière permanente ou temporaire quand il s'agit de livres scolaires et concurrence avec ces prix bas les librairies traditionnelles.

b. Les difficultés des libraires :

D'une part, une disparité considérable existe entre les quelques grosses librairies existantes en Afrique situées dans les grosses villes – qui fonctionnent donc davantage comme une librairie française quant à la mise en place, d'expositions des livres et de technologies – et les petites librairies régionales qui ne sont pas équipées d'outils informatiques et ont une diversité littéraire plus pauvre. Les librairies de référence en ville sont pour la plupart informatisées même si l'accès à internet est moins fréquent pour des questions de réseau. (Au Cameroun par exemple, les connexions sont très mauvaises et ne fonctionnent pas toujours. Un bon accès coûte extrêmement cher.) L'absence d'un outil informatique pour certaines librairies les empêche de connaître précisément leur stock, de savoir quel livre doit faire l'objet d'un réassort ou d'un retour. C'est particulièrement vrai au Cameroun où Messapresse tente d'équiper petit à petit les librairies ne serait-ce que de douchettes pour gérer les stocks. Cela

leur permettrait de savoir quels livres se vendent bien et de commander en fonction. Le diffuseur-distributeur pourrait lui-même être au plus prêt du marché lors de sa commande chez le fournisseur.

Même les librairies les mieux équipées connaissent certaines difficultés relatives à l'export. La librairie de Messapresse à Douala prend en compte les commandes des clients mais il faut attendre un mois et demi à deux mois pour recevoir l'ouvrage de France, ce qui ne facilite pas l'offre et la demande dans ce secteur. En France, on peut convertir son intention d'achat rapidement en cinq jours par commande. Il y a donc une différence majeure quant au temps d'attente, ce qui ne favorise pas le rapport offre/demande vu que beaucoup de livres sont liés aussi à l'actualité et sont vite sortis du circuit. Par ailleurs, une concurrence commence à se faire avec Amazon. Une librairie de la Côte d'Ivoire énonçait en effet lors d'une conférence de l'AILF au Salon du livre de Paris 2012 sa difficulté face aux commandes qui mettent entre 90 et 120 jours pour arriver en Côte d'Ivoire (en raison des contrôles de douane notamment) tandis qu'avec Amazon le délai d'attente peut être d'une dizaine de jours seulement²⁴.

En dehors des problèmes techniques, il y a également de grosses lacunes concernant la qualification du personnel relatif au secteur de la librairie. Beaucoup de libraires se retrouvent à la tête d'une librairie avec une formation d'une journée ou de quelques jours tout au plus, sans avoir jamais été dans le métier ou eu une véritable formation au préalable. La méconnaissance du métier constitue plusieurs freins pour le développement de la littérature : tout d'abord la mise en place est souvent mal effectuée, sans qu'il y ait valorisation du livre. Leur absence de connaissance sur la production littéraire ne leur permet pas de dynamiser le secteur en valorisant certains livres ou en conseillant les clients. Il y a donc un manque de connaissance culturelle qui pourrait aider ou dynamiser l'achat des clients. Par ailleurs, cela entraîne souvent une mauvaise gestion des offices, qui, avec ces systèmes de facturation particulière, nécessitent une connaissance spécifique du système de rotation. Cela entraîne au final une mauvaise gestion financière de certaines librairies. C'est d'ailleurs pour cela que l'on peut voir depuis quelques années des propositions de formations grâce à l'AILF ou le BIEF. Il existe ainsi des partenariats à la demande et des centres de formations comme la CAFED à Tunis ou l'ESSTIC en Afrique désormais²⁵.

24 OURY Antoine, « Librairie francophone : La promotion de la lecture ne doit pas se faire entre quatre murs », Site Actulitté [en ligne], 17 mars 2012.

<http://www.actualitte.com/librairies/>

25 GODEFROY Sophie et BONTOUX Vincent, *Ibid.*, p. 50.

2.3 Le soutien économique de la littérature en Afrique : existe-t-il des dispositifs mis en place pour la fiction par les politiques de soutien culturelles locales et françaises ?

a. Les politiques de soutien culturelles Nord/Sud

Il existe moins d'actions connues menées par des organismes français pour la littérature en Afrique que pour le livre éducatif et scolaire. Pour ce dernier, une aide importante existe notamment grâce à la Centrale de l'Édition qui subventionne un projet appelé Programme Plus. C'est une aide intéressante confiée par le ministère de la Culture au soin de la Centrale de l'Édition qui gère financièrement ce programme. Ce dernier a pour but de donner accès aux étudiants d'Afrique francophone mais également de Haïti et Madagascar aux livres scolaires et universitaires. Les libraires en partenariat avec ce programme achètent les livres avec une remise de 65 % et les vendent à un prix public africain.

Concernant la littérature on constate qu'assez peu d'initiative de ce genre existe réellement au sein du ministère de la Culture pour les pays d'Afrique. Les aides et subventions concernent un développement plus large qui englobe la littérature dans le développement du marché du livre. On retrouve ainsi des réflexions sur la professionnalisation du secteur du livre africain ou pour la bonification des prix sur place pour l'Afrique francophone mais peu d'aides particulières pour le rayonnement de la littérature française. En effet le ministère de la Culture et de la Communication et le ministère des Affaires étrangères et européennes offre des aides culture, le premier pour la promotion des éditeurs français à l'étranger, le deuxième pour les auteurs français à l'étranger. L'aide du ministère de la Culture et de la Communication est principalement concrétisée par le biais de la Centrale de l'Édition (avec l'aide aux transports comme nous avons pu le voir précédemment) et par le biais du BIEF. Ce dernier organisme organise avec les subventions culture qu'il reçoit du ministère de la Culture et du Centre National du Livre les foires, les salons internationaux dans le but d'assurer la présence française à l'international. Si les actions sont réparties sur l'ensemble des continents, la promotion dans les salons d'Afrique sont très rares et se font souvent dans les salons d'Afrique du Nord dans les pays du Maghreb. Les salons d'Afrique noire francophone sont en effet relativement inexistantes. Par conséquent, l'aide à la promotion des éditeurs français sur ces zones géographiques n'existe pas à ce niveau bien que le secteur mériterait d'être dynamisé. Concernant le marché de l'export, le CNL offre cependant des aides aux librairies francophones

pour la valorisation ou la diversification du fonds littéraire qui sont plus largement utilisées pour l'Afrique noire francophone.

Ainsi, les aides du BIEF et du CNL dans ces pays pour le développement de la littérature sont concrétisées à travers un seul événement littéraire majeur : la Caravane du livre. Depuis 2004, cet événement est mis en place par l'AILF, l'Association Internationale des Libraires Francophones grâce aux aides de la Direction du livre et de la lecture du ministère de la Culture française et donc du BIEF, mais aussi du CNL et de l'OIF. Dans ce cadre, l'aide des pouvoirs publics se concentre sur la bonification des prix, une aide que les éditeurs français tentent aussi d'apporter pour cette occasion. L'éditeur offre ainsi au libraire pour cette opération une remise exceptionnelle comprise entre 30 et 60 %. Chaque organisme apporte ensuite un soutien différent : la commission d'aides aux libraires étrangers du CNL avec ces aides pour la diversification du fonds littéraire des libraires francophones propose de prendre en charge 50 % de l'achat du livre ce qui permet de réduire le prix d'achats de 50 % pour le libraire. Cette prise en charge n'est cependant effectuée que sur trois exemplaires maximum du même titre. Cette aide du CNL se fait grâce aux subventions qui lui sont accordées par le ministère de la Culture et de la Communication. L'OIF se charge d'apporter une aide pour l'animation et la communication autour de l'événement. Il s'occupe entre autre de faire à la suite de cet événement une liste des titres les plus demandés pour pouvoir les apporter dans les endroits les plus attendus. Cette idée a notamment été mise en place à cause du faible nombre d'exemplaires commandés par titre à cause de la réglementation du CNL. Certains titres demandés n'étaient donc plus disponibles dans les régions desservies tardivement. Cette prise en compte permet ainsi de connaître les demandes et de pouvoir effectuer des achats en conséquence. Le ministère des Affaires étrangères et européennes offre une aide au transport du Nord au Sud. Ce prix comme nous l'avons vu, a souvent un impact sur le coût du livre et cette aide permet la gratuité du transport donc l'absence d'une augmentation du prix du livre. En dehors de cette opération aucune autre aide n'est accordée par les pouvoirs publics du Nord pour un développement de la littérature dans les pays du Sud.

b. Les politiques culturelles locales

Les politiques culturelles locales varient selon les pays. Au Cameroun, peu de soutiens sont réellement mis en place pour développer la littérature ou aider à la promotion du livre. En revanche, on peut trouver quelques initiatives de l'État au Sénégal et en Côte d'Ivoire. Selon

l'étude de l'Institut français, la Direction du Livre et de la Lecture du ministère de la Culture et de la Francophonie au Sénégal aide les acteurs des métiers du livre de la région principalement par un soutien financier en fournissant des subventions aux éditeurs nationaux. On peut ainsi voir toutes les missions détaillées que le ministère a prévues pour le développement du livre sur leur site²⁶. Une promotion du livre et de la lecture est également leur principal cheval de bataille, notamment la promotion de la lecture auprès de la jeunesse sénégalaise qui se désintéresse de la lecture²⁷. Pour cela, la production littéraire du pays est valorisée à travers la création de bibliothèques communales et régionales. Deux autres projets de grande importance sont en cours : la création d'une librairie sénégalaise pour donner une visibilité aux livres édités par les maisons sénégalaises et une loi sur le livre sénégalais en lien avec l'Unesco est en cours d'élaboration pour assurer une meilleure protection des droits culturels²⁸. En Côte d'Ivoire, le ministère de la Culture et de la Francophonie porte, depuis la fin de la crise politique, une attention toute particulière au développement du livre. « Le livre est le thème essentiel du pays cette année » a déclaré le porte-parole du ministère de la Culture au Salon du livre de Paris en mars 2012. Le ministre Maurice Kouakou Bandaman met le livre au cœur du développement de la culture : «Le livre a un rôle important à jouer dans nos sociétés. Nous comptons faire du livre un moteur de nouvelle croissance économique. Le Président de la République, Alassane Ouattara est convaincu que « la connaissance et la culture sont le quatrième pilier de l'émergence socio-économique d'un pays »²⁹. Ainsi, le ministère de la Culture ivoirien s'attache en effet à trouver des partenariats pour promouvoir la littérature ivoirienne. C'est pour cette raison que la Côte d'Ivoire était présente cette année au Salon du livre. C'était ainsi une opportunité pour la Côte d'Ivoire d'être de nouveau sur la scène littéraire après plusieurs années d'absence (leur dernier Salon du livre de Paris remonte à 2004) du fait de la crise politique nationale. Le Salon du livre de Paris leur a permis de valoriser leur production littéraire. Ils ont ainsi misé pour la première fois sur un grand stand afin de marquer le retour de la Côte d'Ivoire sur la scène culturelle. Le ministère de la Culture et de la Francophonie de Côte d'Ivoire a ainsi invité les acteurs du livre au Salon en finançant leur déplacement. Ils étaient donc largement présents sur le stand, en plus d'une vingtaine d'écrivains ivoiriens (dont dix issus de la diaspora

26 À ce sujet, consulter la rubrique de la Direction du livre et de la lecture sur le site du ministère de la Culture et de la francophonie (mis à jour le 16 juin 2011), <<http://www.culture.gouv.sn/>>

27 FAYE Chérif, « Sénégal : Direction du livre et de la lecture », publication de Allafrika [en ligne], 4 décembre 2009. <<http://fr.allafrika.com/>>

28 À ce sujet, consulter le dossier de l'Unesco [en ligne], p. 15. <<http://unesdoc.unesco.org/images/0021/002167/216718e.pdf>>

29 KROU Patrick, « “Les Classiques Ivoiriens” : Le ministre Maurice Bandama annonce le Salon du livre d'Abidjan », publication de Abidjan.net [en ligne], 4 avril 2012 <<http://news.abidjan.net/>>

française). Ainsi, étaient présentes toutes les grandes maisons d'édition ivoiriennes : Frat Mat Éditions, NÉI-CÉDA, Éditions Éburnie, Les Classiques Ivoiriens, les Presses universitaires de Côte d'Ivoire mais aussi des maisons moins connues : Valesse Cercle Éditions, Passerelle Éditions, Balafons etc. Selon le ministère de la Culture, le but en venant au Salon du livre était de rencontrer d'autres éditeurs francophones pour bénéficier de leur expérience, mais aussi pour s'ouvrir à l'international afin que les éditeurs de Côte d'Ivoire soient connus. Cela avait notamment pour objectif de permettre la création de partenariats entre maisons ivoiriennes et françaises, en vue notamment de créer des coéditions. Un des projets sur lequel le ministère de la Culture ivoirien a mis l'accent au Salon du livre de Paris est l'organisation du cinquième Salon international du livre d'Abidjan (SILA). Celui-ci n'est pas l'unique événement prévu en vue de diffuser plus largement le livre et la littérature en Côte d'Ivoire, le ministère de la Culture a également évoqué le souhait de faire une journée du livre pour enfant et de prévoir une caravane du livre avec les auteurs. Enfin, il est prévu un partenariat entre le département du ministère de la Culture et de la Francophonie et l'Union des villes et communes de Côtes d'Ivoire (UVICOCI) pour permettre la construction de bibliothèques dans les communes. Comme on peut remarquer, l'accès au développement du livre passe souvent par le développement des bibliothèques locales pour permettre d'abord aux populations de bénéficier d'un accès plus large à la littérature et de leur permettre de se familiariser avec cette dernière.

TROISIÈME PARTIE :

Le développement de la littérature en Afrique ?

3.1 Les structures éditoriales africaines en lien avec les acteurs français : pour une autonomisation et un meilleur développement ?

a. Les coéditions

Une des initiatives pour développer l'édition et la littérature en Afrique noire francophone est peut-être la coédition qui a eu un succès mitigé jusqu'à aujourd'hui. Plusieurs maisons d'édition africaines ont choisi de faire des partenariats avec des maisons françaises. Au départ, ce type d'associations permettait aux professionnels du livre africain de bénéficier de l'expérience et des compétences techniques des éditeurs francophones. Ces derniers avaient ainsi la possibilité de faire des livres en adéquation avec le public africain et surtout de faciliter la diffusion en s'implantant dans une maison locale. On peut citer notamment l'association d'Édicef avec bon nombre d'éditeurs africains : Ifrikiya ou CÉDA par exemple. Édicef a surtout effectué une coédition avec tout d'abord six maisons de différents pays d'Afrique dont les NÉI, les NÉAS et CLÉ. Par la suite, trois autres maisons se sont rajoutées dans le cadre du projet de coédition du « Caméléon Vert », une collection de littérature jeunesse créée en 1999. Ce projet Nord/Sud avait pour but d'adapter des textes pour les enfants africains dans un petit format broché, dont le tirage était assez conséquent pour les éditeurs locaux. Il était fixé à 8 000 exemplaires pour un prix assez bas (moins de 2 500 francs CFA). Cette dernière collaboration a été assez critiquée sur plusieurs points. Tout d'abord, il avait été convenu qu'Édicef devait assurer l'impression physique et la maquette de l'ouvrage. Les éditeurs africains quant à eux se devaient de trouver les textes et les illustrations issus de leur pays. Or, Édicef a pris au préalable toutes les décisions éditoriales sans qu'il y ait eu une réelle concertation avec ses partenaires³⁰. Ainsi Édicef a modifié des textes sans demander l'avis à ses collaborateurs :

30 BREZAULT Éloïse, « Quelles relations Nord/Sud en matière d'édition ? », *Argos 41*, p. 50.

certains titres ont été changés tandis que des passages ont été coupés pour tenir dans le format de la collection³¹. De plus, les éditeurs africains ont critiqué leur partenariat avec Édicef car ils ont dû faire eux-mêmes la diffusion alors que l'acteur français détient une puissance de diffusion importante qu'eux ne possèdent pas. Seulement, les éditeurs locaux n'avaient pas les moyens financiers pour réaliser une large diffusion ni pour racheter les livres des autres partenaires africains de cette collection. Cette dernière n'a donc pas fonctionné autant qu'elle aurait dû car elle n'a pas bénéficié d'une diffusion correcte alors que la coédition aurait pu résoudre ce problème. Elle s'est donc rapidement arrêtée en 2002 car elle n'était économiquement pas rentable.

En dehors de Hachette, le principal acteur français à faire des coéditions, on a quelques petites initiatives de coéditions comme les Éditions Magellan & Cie qui dépendent de la diffusion-distribution des Éditions Belin. Cette maison d'édition a une petite collection « Miniatures » qui publie des recueils de nouvelles, chacun des ouvrages étant relié à un pays particulier. Cette collection est dirigée par Pierre Astier qui a été l'éditeur du Serpent à plume, une maison d'édition qui a découvert de grands textes francophones. Pour ce faire, chaque recueil est fait en partenariat avec le Courrier international et souvent en coédition avec une maison d'édition locale. Tous les recueils sont constitués à partir de nouvelles écrites par des auteurs locaux. Une coédition a donc été effectuée avec Ifrikiya pour les nouvelles du Cameroun. La répartition du projet est un peu la même que pour le « Caméléon Vert » : les Éditions Ifrikiya se sont chargées de trouver les textes tandis que la maison d'édition française publiait physiquement les textes. La suite a été une diffusion au Cameroun grâce à Belin qui effectue sa diffusion-distribution au moyen de Messapresse.

Les coéditions peuvent être un bon moyen pour les pays d'Afrique noire francophone de développer le livre si elles sont faites correctement. Pour qu'un développement soit possible et que les éditeurs africains y trouvent leur compte, il faut avant tout que l'éditeur français gère la diffusion-distribution dans les pays d'Afrique. Idéalement, le travail éditorial doit se faire en collaboration à part égale entre les deux maisons d'édition. L'acteur français peut apporter ses compétences techniques dans la création de la mise en page. L'éditeur local quant à lui se préoccupe de l'apport d'auteurs africains, travaille sur le texte et garde un pouvoir décisif sur la mise en page. Cette répartition est judicieuse si l'éditeur français ne prend pas la direction du projet et travaille vraiment de concert avec son partenaire, (les partenaires africains lors de la coédition du « Caméléon Vert » devaient se référer à Édicef et ne pouvaient se concerter entre eux). Ce souci d'équité est souligné dans un dossier sur les

31 RAVEGLIA Audrey, « Le Caméléon Vert ou l'ambiguïté d'une coédition Nord/Sud », *Africultures* n° 57, 2003.

coéditions Nord-Sud de l'AIEI³². Celui-ci montre les dangers de ces partenariats et surtout les avantages que peuvent y trouver les maisons d'édition francophones du Nord. La tendance à l'implantation de filiales française dans les pays du Sud, avec la mise en avant par l'UNESCO ou les organismes francophones qui défendent les éditions du Sud, risque de diminuer au profit des partenariats. Ce document incite donc à la vigilance face aux intentions et aux contrats qui sont mis en place entre une entreprise du Nord et du Sud.

b. Des projets particuliers : les cessions de droits, une solution ?

En dehors de la coédition Nord/Sud qui suscite pour le moment des avis mitigés, il existe quelques projets à part. Ceux-ci s'attachent au développement de la littérature en Afrique à travers la ligne politique d'une collection. Leur exportation est ensuite centrée sur un partenariat particulier avec des éditeurs du Sud.

De très bonnes initiatives comme « Terres solidaires » dont nous avons parlé précédemment sont à développer. Même si ce projet est panafricain, il présente des avantages intéressants et une coédition judicieuse. Des livres édités originellement en France, sont réédités au prix du marché africain car ils sont imprimés par un seul éditeur. Tous les autres bénéficient de la publication du livre dans leur pays au même moment et les coûts sont répartis, ce qui implique une baisse du prix d'achat. Le soutien de l'AILF, l'association des libraires francophones permet de faire une diffusion dans toutes les librairies de l'AILF africaines. Les professionnels du livre français ne sont pas pour autant inactifs dans ce projet. Une cession de droits est faite entre les éditeurs du Sud et eux. Un effort leur est demandé quant à l'abaissement du coût de la remise de l'éditeur et du droit d'auteur. Aux Éditions Actes Sud, on réfléchit à une manière de diffuser convenablement les livres de la collection « Afriques ». Cette collection est centrée sur la recherche d'auteurs provenant de tout le continent africain. Ainsi, la difficulté consiste pour le moment à s'adapter au coût de vie. Les éditeurs déplorent le manque de soutiens de la part des états africains pour la politique du livre. Ils aimeraient notamment une diminution des taxes pour leur permettre de baisser le coût des livres. Cette collection a pour le moment cédé les droits d'un ouvrage *L'Ombre d'Imana* à l'AIEI dans le cadre de « Terres solidaires » et considère que ceci est « l'amorce d'une solution pour une meilleure diffusion et distribution du livre »³³. C'est effectivement une bonne initiative lorsque

32 « Vademecum relation partenariale juste entre éditeur du Nord et éditeur du Sud. », publication de l'AIEI [en ligne] : <<http://www.alliance-editeurs.org/>>

33 MAGNIER Bernard, « La collection Afriques » dans le dossier L'écrivain dans l'espace francophone, publication de la SGDL [en ligne], s.d : <<http://www.sgdl.org/>>

la coédition panafricaine est aussi encadrée que lors du projet « Terres solidaires ». Dans ce cas précis, la maquette du livre et la diffusion ne sont effectivement pas prises en charge techniquement par des éditeurs français, l'avantage principale que pouvait avoir la coédition. Tout est à l'initiative des acteurs africains. Ce projet est donc possible mais demande forcément une aide de la part des associations et des organismes francophones.

Par ailleurs, l'Institut français valorise ainsi depuis peu les cessions de droits Nord-Sud avec une nouvelle aide aux éditeurs du Sud qui souhaiteraient publier dans leur pays un livre d'un auteur francophone (sans distinction des secteurs) édités dans un pays du Nord. Cette aide est en lien avec l'AIEI et a pour but de faciliter la circulation des auteurs francophones dans les pays du Sud et de permettre aux éditeurs de diffuser ces livres au prix du marché local.

c. Des axes de formations et de professionnalisations proposés par les institutions françaises

Le problème majeur que connaît le développement du livre en Afrique vient du manque de professionnalisations évident des acteurs du livre. Concernant les libraires, beaucoup sont formés sur le tas sans avoir eu de formations préalables sur le fonctionnement d'une librairie, la mise en place et la valorisation du livre ni même l'enjeu de ce dernier. La plupart ont seulement un CAP ou un BEPC sans spécialisation libraire et apprennent seulement le métier sur une journée ou deux avec leur employeur. Cela ne facilite ni le développement du livre africain, ni même l'exportation et la diffusion des livres français. Pour aider la commercialisation du livre dans les pays d'Afrique, des programmes d'aide à la formation des professionnels du livre africains ont donc été mis en place par les organismes français. Parmi les plus efficaces, on retrouve principalement le BIEF, l'OIF, l'AILF, l'AIEI et la CAFED (Centre Africain de Formation à l'édition et à la diffusion du livre).

L'AILF est l'organisme le plus engagé dans les formations des libraires francophones. Cette association a ainsi réfléchi à la meilleure façon d'aider les libraires dans la gestion de leur point de vente. Elle a ainsi développé des formations sur le terrain, en lien avec les problématiques locales. Plusieurs d'entre elles, en lien avec le BIEF ont eu lieu en Afrique centrale et en Afrique de l'Ouest ces dernières années. Pour ces zones géographiques, les formations professionnelles qu'elle propose sont axées sur l'informatisation ou l'accompagnement des libraires dans leur métier. Elle a même développé un accompagnement

individualisé pour rendre la formation plus efficace. Ainsi, en 2009, quatre pays tout continent confondu ont bénéficié de sept formations individualisées, dont le Cameroun en Afrique centrale. Celles-ci ont été développées pour permettre aux libraires des pays du Sud de répondre à leur difficulté par des exercices pratiques. Un retour sur les formations est fait lors de la rencontre suivante (qui n'est malheureusement pas organisée tous les ans). Le BIEF en lien avec l'AILF organise notamment des séminaires, des rencontres professionnelles pour les éditeurs et libraires étrangers qui diffusent le livre français à l'étranger.

Face à son sentiment d'échec concernant les subventions et le soutien aux événements littéraires africains, l'OIF a préféré privilégier la formation des professionnels qui permettrait à long terme de créer des événements autour du livre viables mais surtout de « créer l'industrie du livre dans l'espace francophone »³⁴. Le CAFED est ainsi une association qui s'est développée en lien avec l'OIF, en vue de compléter et d'améliorer les connaissances et les compétences des professionnels du secteur du livre francophone. Mais comme l'AILF, ses formations concernent toute la francophonie. Situé à Tunis, il propose néanmoins des sessions de formations aux différents métiers de l'édition (édition, diffusion) et depuis 1990 a déjà formé plus de 700 personnes. Dans cas de l'Afrique francophone, le but de l'OIF est de rendre les professionnels autonomes, de les « doter de ressources humaines » et de créer une solidarité également entre éditeurs de plusieurs pays (cela a effectivement permis de mettre en place des coéditions)³⁵.

3.2 La promotion de la littérature à l'export à travers une approche éditoriale et une approche du terrain spécifique

a. Des collections spécifiques créées par les éditeurs spécialement pour l'Afrique

La promotion de la littérature à l'export peut passer par des petites initiatives spécifiques. Afin de susciter l'intérêt pour la littérature, certains éditeurs français ont en effet créé des collections spécifiques aux continents africains. Généralement, ces collections sont créées dans un cadre éducatif en lien avec le secteur du livre scolaire. Ils existent en effet assez peu de démarches de ce genre. La plupart ont été réalisées par Hachette qui, grâce à son département du livre international et surtout à la grande quantité d'exportation de livres

34 MUSINDE KILANGA Julien, « Les implications de l'OIF dans la diffusion et la circulation au sein de l'espace francophone », publication de la SGDL [en ligne], s.d. : <<http://www.sgdl.org/>>.

35 Pour cela, consulter : le dossier « L'action de l'OIF autour du livre », publication de l'OIF[en ligne] : <<http://www.francophonie.org/>>

scolaires, a pu étendre sa production pour l'Afrique à quelques collections innovantes de littérature. Néanmoins, on peut citer également les Éditions Michel Lafon qui ont établi la collection « Cultures d'enfance » avec les figures phares de Bouba & Zaza. Cette collection s'est faite dans le cadre d'un partenariat avec Adéa (Association pour le développement de l'édition en Afrique) et l'UNESCO.

Hachette international est celui qui a le plus développé des collections spécifiques. Ils possèdent ainsi dans leur catalogue cinq collections jeunesse, dont trois issus d'une coédition : « Le Caméléon vert » avec Édicef, « Jeunesse illustrée » et « Le Bois sacré » avec NÉI et Édicef. Les deux autres sont conçues uniquement par la filiale française : « Les Petits romans » de Hatier International et « Buzz ». En plus des collections jeunesse, Hatier International possède une collection appelée « Monde noir » destinée aux adolescents et aux adultes, un public rarement ciblé par les éditeurs. Elle est notamment déclinée en livres de poche. Enfin, Édicef a développé « Littérafrique » classée dans le périscolaire et qui reprend les œuvres classiques africaines.

Face à ces différentes collections, il importe de regarder l'objectif de chacune (en dehors de celles qui ont été faites en partenariat et dont nous avons déjà eu un aperçu) et d'étudier la façon dont les éditeurs ont pensé leur collection comme une manière de promouvoir la littérature. Lorsqu'on étudie « Monde noir », on s'aperçoit que cette collection est relativement diversifiée puisqu'elle comprend des romans, des nouvelles, du théâtre, des contes mais aussi des essais et des anthologies. Cette collection a pour volonté de faire découvrir de grands auteurs du monde noir, avec des thèmes sur la culture, l'histoire et l'actualité des pays d'Afrique à travers la littérature. Elle allie donc à la fois la littérature avec une approche plus didactique. Elle a été conçue dans le but de pouvoir être « utilisée en classe » et ainsi d'appréhender des « textes fondamentaux », comme la présente le catalogue. L'objectif de « Monde noir » ne s'éloigne donc pas d'une approche scolaire même si cela permet aux élèves d'aborder une littérature de qualité, avec des auteurs africains et des problématiques qui les concernent. Dans le même esprit, la collection « Littérafrique » présente des œuvres classiques africaines, construites à la façon des classiques français avec un appareil critique (mais aussi une biographie de l'auteur, un intitulé « au fil du texte » avec des questions et des activités et un groupement de textes). On ne se départ pas là encore d'une dimension éducative. Cette fois, il s'agit de faire découvrir des auteurs africains renommés comme Véronique Tadjo, Cheikh Amadou Kane ou encore Emmanuel Dongala. Cette collection se décline elle aussi en différents genres : poésies, romans, contes et nouvelles,

théâtres. Pour promouvoir la littérature, les éditeurs publient de la littérature tournée vers l'Afrique mais conçoivent surtout une édition spécifique à destination des classes. C'est une initiative intéressante et certainement des plus efficaces pour développer la littérature, sans prendre de gros risques économiques. Cela permet de valoriser un patrimoine culturel grâce à une dimension pédagogique. Commercialement, cela fonctionne. Les diffuseurs-distributeurs de Messapresse au Cameroun assurent que ces ouvrages se vendent bien. Ce succès s'explique notamment parce que certains titres, de par leur qualité éditoriale et leur qualité littéraire, se retrouvent au programme scolaire camerounais. C'est également le cas pour quelques titres (en moins grands nombres de la collection « Monde noir »).

En ce qui concerne la jeunesse, Hatier International a créé une collection « Les Petits Romans » destinée aux lecteurs débutants (CP-CE1), en reprenant les personnages de Sitou et de Houlèye. Ceux-ci évoluent dans un contexte africain et sont confrontés à des thèmes forts comme le Sida ou à des thèmes de découverte. Mais cette collection reste peu visible. En revanche, il faut noter la performance de « Buzz », une toute nouvelle collection conçue par Édicef et créée en 2012. Ce sont de petits ouvrages de littérature pensés selon trois catégories d'âge : 6 ans, 8 ans et 12 ans. Les éditeurs ont réuni des auteurs africains pour écrire ces petits romans aux illustrations vives, avec des personnages africains. Mais ils ont aussi réédité certains titres existants en le relookant selon le modèle de la collection. Le prix a été étudié en fonction du pouvoir d'achat et varie selon le nombre de pages de l'ouvrage entre 1400 et 3000 francs CFA (soit entre 2,05 euros et 4,35 euros). L'avantage des collections ainsi conçues pour l'Afrique est l'adaptation du prix au marché. « Buzz » a véritablement fait un effort sur le prix en proposant un premier prix à 2,05 euros, le plus bas que l'on puisse trouver parmi les collections africaines. Les autres pour la jeunesse ont effectivement un prix variant entre 2,84 euros et 5,28 euros, des prix qui restent cependant accessibles. Cette collection, depuis l'année dernière, marche bien dans les différents points de vente selon Messapresse et ce, sans l'aide des institutions scolaires puisque « Buzz » n'a pas encore été homologué par la commission d'étude camerounaise pour être au programme scolaire. Son succès vient certainement de son prix, de ses illustrations dynamiques ou de ses histoires d'aventures dans un contexte africain. De plus, ces ouvrages assurent de bonnes ventes car ils sont élaborés pour l'apprentissage de la lecture, avec une page de mots-clés et des fiches pédagogiques à l'attention des professeurs.

Enfin « Bouba et Zaza »³⁶, édité par Michel Lafon est une collection que les éditeurs valorisent comme étant « conforme aux programmes africains » et qui mise surtout sur des thèmes inhérents à l'actualité à laquelle peuvent être confrontés les enfants entre trois et huit ans. Ainsi, chaque titre propose un thème : lutte contre le Sida, la culture de la paix et de la non-violence, la confrontation aux abus sexuels, les traumatismes engendrés par la guerre, les catastrophes naturelles, l'importance de l'eau, la protection de l'environnement, l'hygiène, la prévention en matière de drogues ou encore le respect de la différence. On remarque que les thèmes abordés sont parfois graves et semblent peut-être inappropriés à des enfants de cet âge. Mais le but est surtout de présenter des sujets que les parents auraient du mal à aborder. Ici on ne valorise non plus seulement l'apprentissage de la lecture mais aussi l'apprentissage de valeur (parité, tolérance). Ces livres sont aussi conçus avec un guide pratique pour un accompagnateur adulte et des cahiers d'activité ont été créés en complément. La collection se décline donc sous tout une gamme de produits développés avec l'aide du bureau de l'UNESCO de Dakar, avec l'ADEA (Association pour le Développement de l'Éducation en Afrique) et des spécialistes africains. Une part de ce projet a pour but de sensibiliser les petits à ces problèmes, l'accent étant mis sur les enfants en raison de la moyenne d'âge fort jeune de la population.

En dehors de Hachette, des collections particulières existent en France comme « Continents noirs » aux Éditions Gallimard. Cette collection uniquement créée en France est cependant entièrement tournée vers les soucis africains concernant l'export. Elle réunit en effet des auteurs africains avec des thématiques africaines. Il a donc été proposé pour l'exportation un effort spécial pour cette collection en faisant une bonification des prix pour correspondre au marché africain. Les prix sont passés à 5,50 euros pour du grand format avec une remise particulière pour les libraires. Cette collection avait fait l'objet de quelques critiques par les auteurs africains notamment parce qu'elle cloisonnait en France les auteurs noirs et ainsi les « ghettoïsait ». Cet effort chez Gallimard se retrouve sur d'autres auteurs africains et sur les livres que les écoles prescrivent.

b. Une multiplication des points de vente sur le terrain pour faciliter l'accès à la littérature

Cette création de collection thématique en lien avec l'Afrique tend à faciliter l'accès à des lectures qui correspondent mieux aux attentes du public africain peu concerné par la

³⁶ Voir photos en annexe de la collection installée sur présentoir dans la librairie Messapresse, p. 77.

littérature française qui ne reflète pas leur réalité (c'est notamment assez souvent le cas pour les livres jeunesse). Sur le terrain, la promotion de la fiction par les diffuseurs-distributeurs prend une autre forme. Tout d'abord, elle passe par une multiplication des points de vente. Ainsi actuellement au Cameroun, la littérature n'est disponible que dans les librairies ou dans quelques kiosques à journaux. Mais une nouvelle approche a été mise en place par les diffuseurs de Messapresse pour faciliter son accès et la rendre moins élitiste. Une première tentative a été faite. Les diffuseurs ont placé des ouvrages de littérature en GSS, dans le supermarché Casino de Bonapriso, le quartier le plus favorisé de Douala. Ils y ont installé des titres grands publics principalement en format poche (les best-sellers français, les livres policiers « SAS », les livres de développement personnels de Dale Carnegie, les livres jeunesse de licence comme Dora, Disney et un ou deux grands formats thématiques sur le Cameroun)³⁷. La première mise en place a effectivement trouvé un nouveau public, la demande étant au rendez-vous. On peut estimer aussi que son succès est dû à deux critères : l'emplacement du rayon livre et la population du quartier. En effet, le rayon a été placé à l'entrée du magasin avec les journaux, proches des caisses. Les clients sont obligés de passer dans le rayon pour faire leur course, ce qui attise la curiosité de certains et notamment des enfants, les livres jeunesse étant sur des présentoirs à leur hauteur. D'autre part, la population du quartier de Bonapriso a davantage les moyens de faire un achat plaisir que celles habitant d'autres quartiers de Douala. Après une première mise en place à succès, une seconde a diversifié quelque peu l'offre en proposant également des beaux-livres, des livres pratiques, et d'autres livres de littérature jeunesse. Ces mises en place relativement concluantes incitent les diffuseurs à penser à une future extension du réseau librairie aux autres grandes surfaces alimentaires de la ville de Douala et à celles de Yaoundé. On peut penser comparativement au modèle français, que la librairie est un lieu qui peut intimider certains potentiels acheteurs de livres. Le supermarché rend ici le livre plus accessible à une population plus grand public et donne une plus grande possibilité de faire de ce produit un achat d'impulsion (que la librairie n'offre pas nécessairement puisque les potentiels acheteurs de livres n'y seraient pas forcément entrés). Dans cet ordre d'idées, un contrat a été signé entre le diffuseur Messapresse et la société Total courant juin 2012. Enthousiastes, les signataires ont conclu une mise en place de livres de poche dans 22 points de vente couvrant tout le pays. Messapresse fournit les présentoirs pouvant contenir environ une trentaine de livres, placés près de la caisse de la boutique Total. Les retombées de ce développement ne sont pas encore observables mais selon les signataires, il y avait une certaine demande de la part des clients. En matière de développement du livre, le

37 Voir photos en Annexe de la mise en place p. 81.

Cameroun reste à la traîne comparé au Sénégal et à la Côte d'Ivoire où certaines grandes surfaces au Sénégal, bien que récentes, accueillent elles aussi de la littérature. Mais cette absence de développement n'est pas pour autant due à une absence d'intérêt de la part de la population, c'est seulement que la mise en place tarde à se faire. Les gares sont ainsi dépourvues de livres. Mais la demande est là. Les diffuseurs de Messapresse sont sollicités par celles-ci qui souhaiteraient, en plus de la presse, un petit rayon ou présentoir librairie : la gare de Yaoundé par exemple possède un petit point de vente qui ne contient que des revues. Mais les clients demandent régulièrement si le relais vend des livres de poche et quand est-ce qu'elle en sera pourvue. Pour Étienne Sindjui, le meilleur moyen de développer la littérature serait de diversifier les endroits qui accueillent la littérature : les halls d'hôtel, les gares en plus des stations Total et des GSS. Cela permettrait ainsi non seulement de multiplier les points de vente mais aussi de toucher plusieurs types de clients. On arriverait à ce que les livres aient une visibilité dans les villes par la multiplicité des points de vente dans lesquels ils se trouvent. Par ailleurs, selon lui, il faudrait également instaurer une visite de prospection par les éditeurs une à deux fois par an dans les principaux points de vente. Cette démarche permettrait aux libraires de mieux connaître le fonds des éditeurs et de favoriser la communication qui manque cruellement entre libraires et éditeurs.

Cette multiplication des points de vente est partagée notamment par un libraire africain du Burkina Faso Thierry Millogo qui met en avant ce décroisement du secteur : « La promotion de la lecture ne doit pas se faire entre les 4 murs de la librairie. Il faut aller chercher les lecteurs là où ils sont : les salons de coiffure, les points d'alimentation, les écoles, les universités. »³⁸

3.3 Les moyens pour favoriser l'insertion et le développement de la littérature en Afrique

a. développer les activités culturelles et les événements ainsi qu'une politique du livre

L'Afrique noire francophone manque surtout d'un dynamisme autour de la littérature. Peu de choses aident à populariser cette dernière car très peu d'événements autour du livre existent. Par conséquent, la curiosité de la population africaine est assez peu stimulée. Il en existe un seul réellement intéressant : la Caravane du livre. Cet événement est devenu pour les

38 OURY Antoine, « Librairie francophone : La promotion de la lecture ne doit pas se faire entre quatre murs », Site Actualité [en ligne], 17 mars 2012.
<<http://www.actualite.com/librairies/>>

professionnels du livre comme pour la population un moment incontournable de la vie du livre. Créé en 2004 grâce à l'AILF et avec le soutien des institutions françaises, son objectif est de promouvoir la littérature du Nord comme du Sud et surtout de la rendre accessible aux populations en se déplaçant de régions en régions dans plusieurs pays. Depuis 2004, huit éditions ont déjà eu lieu. Le Sénégal, La Côte d'Ivoire, le Burkina Faso, le Tchad et le Niger participent régulièrement à l'événement. Le Bénin, le Togo, le Mali, le Ghana ou le Nigéria ont déjà également fait partie de l'opération. En 2011, la Mauritanie s'est rajoutée aux pays qui organisaient la manifestation. Pour cette même année, plus de 4 000 titres d'ouvrages francophones se trouvaient au catalogue comprenant de la littérature jeunesse et adulte très diversifiée (théâtre, romans, poésie, contes et nouvelles), des essais sur l'Afrique ou d'auteurs africains. Les ouvrages qui y sont vendus sont choisis par les libraires et sont de qualité. Ce qui est particulièrement intéressant dans cet événement c'est que toute la chaîne du livre y participe : les éditeurs africains sélectionnent des auteurs autour duquel des animations peuvent être mises en place ; les libraires sont les agents culturels de l'événement et y exposent leurs livres ; et les auteurs africains présentent leurs ouvrages au public. Il y a même parmi ces derniers, des écrivains célèbres en Afrique et en France comme Tierno Monémbo ou Boubacar D. Diop. Cette association des trois corps de métiers permet ainsi des échanges variés entre les professionnels et le public. Cet événement est d'autant plus riche depuis quelques années avec les animations multiples qui sont prévues lors du passage de la Caravane dans les villes : des lectures de contes, des concours d'écriture et de lecture, de dédicaces. Ces animations favorisent le contact avec le public et attirent les enfants. Même s'ils ne savent pas lire, les lectures orales peuvent leur donner une première approche de la lecture et leur donner l'envie d'apprendre. Par ailleurs, « Les rencontres avec les auteurs sont déterminantes pour familiariser les gens à la lecture »³⁹ selon Agnès Adjaho, anciennement à la tête de l'AILF et directrice au Bénin de la librairie Notre Dame. Ces rencontres permettent aux gens de discuter avec les auteurs et de s'intéresser aux ouvrages. Un auteur africain, Amo Gbodi a ainsi analysé que beaucoup de livres lus par la population africaine viennent principalement de quelques collections. Celles-ci sont de mauvaise qualité comme « Harlequins » et « ne reflète en rien la réalité de leur pays »⁴⁰. Or, la Caravane et la rencontre avec les auteurs permettent de leur apporter une découverte de la littérature et des écrivains africains de qualité, qui sont en adéquation avec leur culture. Cela demande une part d'investissement pour les libraires (en

39 DE CLERMONT-TONNERRE Philippine, « Une caravane pour faire lire les auteurs africains en Afrique », publication de rue 89 [en ligne], 16 mars 2009.

<<http://blogs.rue89.com/>>

40 *Ibid.*

temps et en argent) et, même si l'opération n'est pas toujours rentable pour tous, elle leur permet de gagner en popularité et c'est particulièrement le cas dans les pays qui ont le moins d'activité culturelle comme le Tchad ou la Mauritanie. L'intérêt pour le livre dans ces pays augmente et par conséquent le chiffre d'affaire des libraires aussi. Cet événement est de plus en plus relayé par les radios locales et les conférences de presse grâce au travail des libraires en amont qui ont compris depuis peu l'importance de la communication pour faire connaître au plus grand nombre l'opération⁴¹. Les libraires cherchent à trouver de nouveaux publics en allant dans des contrées plus reculées. Il y a donc une réelle dynamique autour de cet événement qui, chaque année se développe un peu plus. Cette initiative fonctionne parce qu'elle va au devant des populations et met à leur disposition des livres aux prix bonifiés. Elle se développe aussi car elle est très bien soutenue par les organismes français d'une part et par les professionnels du livre africains d'autre part. Cette opération mériterait de gagner en ampleur soit en s'étendant à d'autres pays, soit en multipliant cet événement plusieurs fois dans l'année à plus petite échelle dans les villes.

Quelques autres événements littéraires existent mais sont beaucoup plus controversés. La Foire du livre la Fildak par exemple est une opération qui se tient tous les deux ans à Dakar. Son objectif était de promouvoir la production du livre des différents pays qui y participent tout en contribuant à une valorisation de la production sénégalaise et africaine. À l'heure actuelle, treize éditions ont eu lieu. Pourtant il y a une baisse de la fréquentation ostensible : beaucoup de professionnels du livre se sont peu à peu retirés car il n'y a pas de rentabilité faite sur cet investissement, la Foire étant trop chère. Il existait également le Salon International du livre d'Abidjan (SILA) qui a disparu avec les crises politiques. Une autre Foire du livre, la Filo organisée par le ministère de la Culture du Burkina Faso, se tient à Ouagadougou mais elle est également à repenser car elle ne donne pas satisfaction. Aucune foire majeure n'existe donc en Afrique noire francophone et les rendez-vous incontournables des professionnels du livre reste le Salon du livre de Paris ou de Tunis. L'OIF a longtemps participé à l'organisation des foires en Afrique francophone notamment celle de Dakar afin d'aider l'édition africaine et la diffusion des auteurs francophones du Sud. Malheureusement, l'incohérence de certains partenaires a modifié la politique que menait l'OIF sur le livre car il

41 À ce sujet consulter la rubrique « Caravane 2011-2012 » sur le site de l'AILF.
<<http://www.librairesfrancophones.org/>>

ne souhaite désormais plus financer l'opération. Pourtant, tous les professionnels du livre africain s'accordent à dire que les Foires du livre permettent une bonne diffusion au départ car elles rendent visibles les ouvrages.

b. Développer une communication et une promotion autour du livre et de la littérature

L'un des moyens pour valoriser la littérature et le livre en Afrique pourrait être la création d'événements, afin d'élargir la clientèle et étendre l'accès à un plus grand nombre. Dans les pays d'Afrique, les populations n'ont pas les mêmes comportements concernant le livre que dans les pays européens. Il faut donc pour sa promotion mettre le livre au contact des populations comme nous avons pu le voir avec les Foires ou la multiplication de points de vente, moins segmentés que la librairie traditionnelle. Mais ces événements périodiques ne suffisent pas à créer un engouement à long terme. Pour familiariser le public à la lecture, il faut appuyer les opérations de communication autour du livre et aider à la promotion de celui-ci à travers des animations, des lectures publiques. Les CLAC, (Centres de Lecture et d'Animation Culturelle) que l'OIF a développés depuis une vingtaine d'années, vont en ce sens. Ces centres de lecture sont basés dans des zones rurales ou à la périphérie des villes. Ils permettent aux gens d'avoir un accès aux livres, aux revues et aux publications numériques et ce dispositif fonctionne assez bien. Ces centres organisent également des animations comme des dédicaces, des lectures de contes mais aussi des cours de soutien scolaire ou des ateliers culturels. C'est aussi un endroit où la population locale peut avoir accès à l'information au moyen d'équipement audiovisuel (radios, télévision, films ou connexions internet notamment). Toutes ces activités et équipements en font un véritable « lieu de vie »⁴². La littérature est donc incluse dans un dispositif culturel et éducatif dynamique. Ces centres ne sont pas dédiés à une seule activité culturelle et ils sont très actifs dans la création d'événements, c'est ce qui fait leur succès. C'est peut-être en fait une des meilleures solutions pour amener les populations à la lecture : les ouvrir avant tout à un ensemble d'activités culturelles dont le livre fait partie même s'il n'est pas l'unique objet autour duquel tout s'organise. 70 % des personnes qui fréquentent des CLAC ont moins de seize ans⁴³. Cela est d'autant plus important de proposer des activités lorsqu'il s'agit d'un jeune public car elles pourront ensuite les amener à s'intéresser à la littérature et à la culture. L'OIF avait installé un réseau de CLAC pour 21 pays en Afrique francophone en 2011. On compte 16 centres au Sénégal, 10 en Côte d'Ivoire. 13 autres pays

42 À ce sujet, consulter le site : <<http://www.leclac.org/>>

43 À ce sujet, consulter le dossier : « Centres de lecture et d'animation culturelle, 20 ans d'expérience dans les pays francophones », publication de l'OIF, <<http://www.francophonie.org/>>

d'Afrique noire bénéficient également de la création de centres. Au Cameroun, il existe un CLAC à Yaoundé qui a été créé par l'association Jeunesse, culture et développement. Le gérant du CLAC souhaiterait que d'autres centres soient créés dans tous les arrondissements de Yaoundé au Cameroun où les activités littéraires et culturelles sont embryonnaires. Le Centre culturel français de Douala et de Yaoundé sont les deux seuls établissements qui proposent véritablement des activités culturelles au Cameroun, et ces activités sont assez limitées et peu fréquentées par les Camerounais. Ce projet de CLAC au Cameroun aurait l'objectif de s'étendre ensuite vers des zones plus éloignées des villes mais aurait besoin pour cela du soutien de l'État camerounais, très peu présent dans ce domaine. En revanche, pour chaque CLAC créé par l'OIF, on estime en moyenne à plus de 40 % le nombre de personnes ayant un abonnement à la bibliothèque sur la population totale. Cette opération est réussie mais cela ne veut cependant pas dire que les Africains vont par la suite acheter des livres dont le coût reste élevé. Cependant, le contact des jeunes générations avec le livre ne peut qu'encourager à long terme un développement de l'éducation et de la lecture et donc au final, un plus large rayonnement de la littérature et du contact des populations avec les librairies.

Ce genre d'activités et d'animations devrait être encouragé en librairie car ce sont ces petits événements qui peuvent inciter les Africains à acheter un livre. Comme nous avons pu le voir, les parents sont souvent sensibles à l'intérêt de leur enfant pour le livre. Le développement des animations et des lectures en librairie en faveur des enfants pourrait faciliter l'ouverture à la lecture. Mais pour le moment, il y a une faiblesse de communication dans les librairies à tous les niveaux : pas de catalogues papiers, ni de sites internet pour la plupart et donc encore moins de réseaux sociaux (qui pourraient fonctionner dans les villes). On remarque cependant que quelques-unes ont un site très animé comme Clairafrique qui l'actualise et annonce toutes les futures conférences⁴⁴. Mais leur site ne fait en revanche pas très professionnel contrairement à celui de la Librairie de France, en Côte d'Ivoire qui l'a axé comme un espace de ventes. Mais cela reste une pratique rare. Cette communication autour du livre devrait également prendre place dans les médias : à la radio principalement où les événements en librairie devraient être appuyés. Cette communication et ces événements viseraient ainsi à faire connaître les librairies auprès des Africains et stimuler leur curiosité vis-à-vis du livre. De nombreuses initiatives sont donc encore à mettre en place pour, d'une part, permettre à un plus grand nombre d'avoir accès à la littérature et, d'autre part, pour diversifier cette dernière.

44 Voir le site : <<http://www.clairafrique.net/>>

Conclusion :

En Afrique francophone, dans les trois pays les plus développés dans le domaine du livre, on remarque que la littérature est un marché de niche. La littérature n'est pas la priorité face aux autres domaines du livre et reste peu diversifiée. Elle est lue majoritairement par les expatriés ou les populations aisées qui peuvent se permettre d'acheter un livre, contrairement à la population africaine lambda pour qui le coût de celui-ci reste trop élevé. L'achat de la littérature est donc souvent suscitée par la prescription scolaire (de livres classiques). Malgré tout, certains types de livre fonctionnent assez bien : les livres aux thématiques africaines, les livres de licence pour la jeunesse (au coût peu élevé) dont les héros sont diffusés à la télévision, les romans d'amour et les romans policiers bas de gamme. L'exportation du livre dans ces pays est donc très ciblée et commerciale. Le monopole de la diffusion du livre est détenu par les groupes qui font du scolaire (Hachette et Éditis avec Nathan). D'un point de vue géopolitique, le placement de ces groupes en Afrique est purement économique car, avec la commercialisation du livre scolaire, ils sont les seuls sur le marché. L'édition locale ne fait pas le poids face à l'export massif des groupes français et les éditeurs hors scolaire restent timides sur ce marché. L'exportation de la littérature est en effet possible grâce à celle du scolaire car la rentabilisation se fait sur les quantités globales exportées. Même avec son faible impact, la fiction suscite suffisamment de ventes pour en faire un marché rentable pour les grands groupes. Hachette domine le marché grâce à un faible nombre de collections et de titres, les autres groupes étant assez minoritaires dans ces pays. Néanmoins, de nombreux freins à la commercialisation existent en dehors du pouvoir d'achat de la population : les frais de dédouanements, les impressions illégales, le manque de points de vente fiables et la difficulté concernant la circulation du livre. La diffusion-distribution peine à se faire même pour les filiales françaises dans ces conditions.

Pour améliorer le développement de la littérature en Afrique, il faut avant tout donner aux Africains accès à des formations et des spécialisations qui pourraient leur permettre de

bien gérer leur librairie, leur diffusion. Il faut leur montrer quels sont les moyens dont ils disposent pour faire parler du livre autour d'eux. Un développement de la littérature en Afrique suscite donc d'abord un effort des Africains auxquels les exportateurs peuvent apporter leur soutien. En matière de commercialisation de la fiction française, les éditeurs de l'Hexagone ne peuvent pas faire beaucoup plus selon Malicka Djendoubi, responsable de l'export aux Éditions Gallimard : ils ne peuvent exporter une plus grande diversité de littérature si le public au faible moyen ne s'y intéresse pas, sous peine de prendre des risques et ils ne peuvent davantage la diffuser largement si la plupart des points de vente ne sont pas correctement gérés. Malgré tout, après notre constat, plusieurs éléments pourraient être améliorés dans l'export du livre français pour aider le développement du livre sur le sol africain. D'une part, les filiales de diffusion-distribution françaises auraient tout intérêt à assurer une véritable formation de représentant commercial aux employés. Pour prendre un exemple concret, les salariés africains au Cameroun sur la plate-forme de diffusion ont un diplôme en lien avec le commerce mais n'ont jamais eu de réelles formations de représentant. La fonction du représentant est pourtant fondamentale pour donner des renseignements aux libraires et promouvoir le livre, donner des arguments pour valoriser certaines publications. Il y a de plus une certaine passivité : l'entreprise reste beaucoup sur ses acquis et les responsables-libraires démarchent peu en librairie, sinon pour vérifier l'état des stocks et s'assurer des titres qui fonctionnent ou non. Or, les diffuseurs ont un rôle très important dans ces pays car ils sont en lien avec la plupart des points de vente. Il faudrait donc améliorer la formation commerciale des employés afin qu'il y ait une nouvelle dynamique : aider à instaurer des animations dans les librairies, des partenariats avec la radio, créer des événements autour du livre et multiplier davantage les points de vente. Le contact avec les populations locales est très important pour la diffusion de la littérature, comme le prouve la Caravane du livre. Ce genre d'initiatives fonctionnent sans doute mieux grâce à cette démarche que les Salons du livre africains, où les Africains ne vont pas se déplacer. Plus l'approche est ludique et propose des activités, plus l'événement prospère et la littérature trouve de nouveaux publics. D'autres parts, les éditeurs français doivent continuer de soutenir les éditeurs locaux avec de nouvelles coéditions et favoriser les cessions de droits Nord/Sud. La cession de droits est encore une pratique peu répandue entre la France et l'Afrique. Céder les droits d'auteurs afin que le livre soit aussi publié en Afrique peut pourtant être un moyen de faciliter la commercialisation. Selon Jean-Michel Ollé, cette pratique a déjà été mise en place chez Hachette avec des éditeurs d'Algérie et a fait ses preuves. Ce serait d'après lui un modèle potentiellement reproductible en Afrique noire francophone. Il faudrait réfléchir à la

meilleure façon de faire de la coédition avec les pays du Sud car elle pourrait élargir la diffusion et desservir autant les éditeurs français que les éditeurs locaux. Les éditeurs français cherchent surtout dans ce cas à trouver des interlocuteurs et des maisons fiables dans ces pays. Par ailleurs, le développement de collections aux thématiques africaines est à continuer.

Selon les professionnels du livre français de l'édition, l'avenir reste ouvert. Christophe Llorca, responsable commercial de l'export dans le groupe Hachette est convaincu que c'est un secteur où il y a encore beaucoup de choses à faire. Selon lui, « on est sur un marché limité mais avec du potentiel où le marché est en progression : la demande est là, c'est un secteur en devenir ». Néanmoins, il estime que le livre numérique risque de concurrencer assez vite le livre papier sur le continent africain. Cependant, des problèmes techniques freinent encore le marché. Chez Hachette une version numérique visant à être diffusée en Afrique a eu des difficultés de commercialisation car pour le moment, peu de gens utilisent la carte de crédit. Le franc CFA n'est de plus pas convertible pour les banques. Par ailleurs, le contrat numérique est fait par l'éditeur qui vend et rétrocède son contrat au distributeur. La TVA pour le livre numérique n'est pas fixée et il y a actuellement de grosses négociations entre Amazon et les éditeurs à ce sujet. Sans accord précis pour la TVA, la vente du numérique reste compliquée. Cela bloque les avancées commerciales dans ce domaine alors qu'il y a une forte demande. Le numérique aurait l'avantage en effet de répondre rapidement à la demande du client et de proposer un large choix d'œuvres dématérialisées. Le téléphone portable paraît en effet être un vecteur pratique et peu cher pour servir de support au livre numérique. Les éditeurs africains s'intéressent d'ailleurs à cette possible évolution. L'utilisation du téléphone portable est en effet très développé en Afrique : la plupart en ont un au Sénégal, en Côte d'Ivoire ou au Cameroun alors que tous n'ont pas un accès internet ou aux livres. Cela peut permettre une plus large diffusion des textes entre pays du Sud à l'avenir. Pour le moment, l'amélioration de la diffusion-distribution pour le livre papier est actuellement repensée avec la refonte d'Afrilivres. Là encore, cette association se tourne vers une base de données internet pour permettre une visibilité de la production africaine, en abolissant les frontières. L'évolution ensuite de son action pour la création de plate-formes de distribution et d'une meilleure circulation du livre est à suivre avec attention. Néanmoins, le développement du numérique entraînera sans doute des plate-formes virtuelles de diffusion qui permettra une meilleure circulation des ouvrages à l'avenir.

Bibliographie

Ouvrages :

PINHAS Luc, *Éditer dans l'espace francophone*, Alliance des éditeurs indépendants, 2005.

TAMBWE KITENGE BIN KITOBO, *La chaîne du livre en Afrique noire francophone. Qui est éditeur aujourd'hui ?*, Paris, L'Harmattan, « recherches en bibliologie », 2006.

Articles de périodiques et revues :

ANDREUCCI Catherine, « L'avenir du livre est dans le téléphone », publication de Livres Hebdo n° 867 [en ligne], 27 mai 2011, p. 11.

BEUVE-MÉRY Alain, « Quelle politique à l'étranger ? », *Le Monde*, 12 juin 2009.

BREZAULT Éloïse, « Quelles relations Nord/Sud en matière d'édition ? », *Argos 41*, décembre 2006, p. 50-52.

CHANDA Tirthankar, « Qui publie qui ? », *Jeune Afrique – Édition spéciale Salon du livre*, 14 au 18 mars 2008.

DIOUF Omar, « Relance de l'édition au Sénégal », *Jeune Afrique*, 19 juillet 2004.

DONTCHUENG KOUAM Serge, « Faut-il renvoyer les livres en Afrique ? », *Bibliothèques n° 39*, juillet 2008.

DUCROUX Céline, « Pour un don de livres raisonnés », *Revue de l'association des bibliothécaires de France n° 39*, juillet 2008.

MOULIN Mylène, « l'export sans filet », *Livres Hebdo n°814*, vendredi 26 mars 2010, p. 34.

PIAULT Fabrice, – « année 2010 les bons comptes de l'export », *Livres Hebdo n° 869*, vendredi 10 juin 2011, p. 12-14.

– « année 2009 l'export ne va pas bien fort », *Livres Hebdo n° 816*, vendredi 9 avril 2010, p. 12-15.

RAVEGLIA Audrey, « Le Caméléon Vert ou l'ambiguïté d'une coédition Nord/Sud », *Africultures*, n° 57, octobre-décembre 2003.

Documents électroniques :

Principaux sites des professionnels de l'édition et française et africaine et des organismes francophones consultés :

Site de l'AIEI : <<http://www.alliance-editeurs.org/>>

Site de l'AILF : <<http://www.librairesfrancophones.org/>>

Site du BIEF : <<http://www.bief.org/>>

Site de la Centrale de l'Édition <<http://www.centrale-edition.fr/>>

Site Clairafrique <<http://www.clairafrique.net/>>

Site CNL <<http://www.centrenationaldulivre.fr/>>

Site Hachette Livre International : <<http://www.editions-hachette-livre-international.com/>>

Site de la Librairie de France : <<http://www.librairiedefrance.net/>>

Site du ministère de la Culture et de la communication :
<<http://www.culturecommunication.gouv.fr/Disciplines-et-secteurs/Livre-et-lecture2/Economie-du-livre/Promotion-du-livre-francais-a-l-etranger>>

Site du ministère de la Culture et de la Francophonie du Sénégal :
<<http://www.culture.gouv.sn/>>

Site de l'OIF : <<http://www.francophonie.org/>>

Site de Presstalis : <<http://www.presstalis.fr/>>

Site de la SGDL : <<http://www.sgdl.org/>>

Site de Scolibris : <<http://http://www.scolibris.fr/>>

Articles et documents des sites d'organismes francophones et d'actualités françaises

BOIN Jean-Guy, « La présence du livre français dans les pays francophones du Sud : entretien avec Bertrand Cousin », publication du BIEF [en ligne], mars 2006.

<<http://www.bief.org/Publication-2772-Portrait-et-entretien-de-professionnels/La-presence-du-livre-francais-dans-les-pays-francophones-du-Sud-entretien-avec-Bertrand-Cousi.html>>

CN « Les libraires francophones demandent un système de veille face aux crises nationales », *Livres Hebdo*, 20 mars 2011.

<<http://www.livreshebdo.fr/actualites/DetailsActuRub.aspx?id=6345>>

COUSIN Bertrand, *Mémoire au Syndicat National de l'Édition, la présence du livre français dans les pays de francophonie du Sud*, publication du BIEF [en ligne], 2006.
<<http://www.bief.org/fichiers/publication/2772/media/7665/2006%20MEMORANDUM%20FRANCOPHONIE.pdf>>

DE CLERMONT-TONNERRE Philippine, « Une caravane pour faire lire les auteurs africains en Afrique », publication de rue 89 [en ligne], 16 mars 2009.
<<http://blogs.rue89.com/salon-livres/2009/03/16/une-caravane-pour-faire-lire-les-auteurs-africains-en-afrique>>

FEL Catherine, *Entretien avec Pierre Astier*, publication du BIEF [en ligne], s.d.
<<http://www.bief.org/Publication-2765-Portrait-et-entretien-de-professionnels/Entretien-avec-Pierre-Astier.html>>

GODEFROY Sophie et BONTOUX Vincent, *Structures de diffusion et de distribution du livre africain en Afrique*, rapport d'activité de l'Institut français [en ligne], 22 juillet 2011.
<http://www.institutfrancais.com/sites/default/files/Etude_diffusion_livre_africain.pdf>

MAGNIER Bernard, « La collection Afriques » in *L'écrivain dans l'espace francophone*, publication de la SGDL [en ligne], s.d.
<<http://www.sgdl.org/la-documentation/les-dossiers/258>>

MARILL Stéphane, *L'Édition en Côte d'Ivoire : étude du secteur scolaire soumis à appels d'offres*, publication de l'Alliance Internationale des Éditeurs Indépendants [en ligne], mars 2008.
<http://www.alliance-editeurs.org/IMG/pdf/Edition_scolaire_en_Cote_d_Ivoire.pdf>

MUSINDE KILANGA Julien, « Les implications de l'OIF dans la diffusion et la circulation au sein de l'espace francophone » in *L'écrivain dans l'espace francophone*, publication de la SGDL [en ligne], s.d.
<<http://www.sgdl.org/la-documentation/les-dossiers/262>>

MYSZKOWSKI Pierre, « Rencontre des éditeurs d'Afrique francophone subsaharienne », publication du BIEF [en ligne], janvier 2009.
<<http://www.bief.org/Publication-3013-Article/La-cinquieme-caravane-du-livre-a-entame-son-parcours.html>>

PINHAS Luc, « La disparité des marchés du livre dans l'espace francophone » in *L'écrivain dans l'espace francophone*, publication de la SGDL [en ligne], s.d.
<<http://www.sgdl.org/la-documentation/les-dossiers/259>>

POIVRE D'ARVOR Olivier et WAGNER Marc-André, *Quelles perspectives pour la politique publique de soutien au livre français à l'étranger ? Propositions pour une stratégie concertée des acteurs publics*, rapport publié sur le site du CNL, février 2009.
<<http://www.centrenationaldulivre.fr/?Perspectives-pour-le-livre>>

OURY Antoine, « Librairie francophone : La promotion de la lecture ne doit pas se faire entre quatre murs », publication d'Actualité [en ligne], 17 mars 2012.
<<http://www.actualite.com/librairies/librairies-francophones-la-promotion-de-la-lecture-ne-doit-pas-se-faire-entre-quatre-murs-32829.html>>

SCHMITT Anne-Lise, « La cinquième caravane du livre a entamé son parcours », BIEF [en ligne], janvier 2009.
<<http://www.bief.org/Publication-3013-Article/La-cinquieme-caravane-du-livre-a-entame-son-parcours.html>>

SCHMITT Anne-Lise, « L'AILF aujourd'hui », publication du BIEF [en ligne], mars 2006.
<<http://www.bief.org/Publication-2777-Article/L-AILF-aujourd-hui.html>>

Sites d'actualité africaine :

CASSIAU-HAURIE Christophe, « Quand l'Afrique est un marché... littéraire ! », *Africultures*, [en ligne], 24 janvier 2012.
<<http://www.africultures.com/php/index.php?nav=article&no=10589>>

DONGMO Stéphanie, « Les éditeurs lancent un prix », publication de Mboa [en ligne], 24 mai 2011.
<<http://www.news.mboa.info/litterature/fr/societe/actualite/62638.litterature-les-editeurs-lancent-un-prix.html>>

ELBADAWI Soeuf, « éditeurs d'Afrique sur scène : spéculation sans suite ? », publication d'Africultures, s.d.
<<http://www.africultures.com/php/index.php?nav=article&no=2085>>

FAYE Chérif, « Sénégal : Direction du livre et de la lecture », publication de AllAfrica [en ligne], 4 décembre 2009.
<<http://fr.allafrica.com/stories/200912040526.html>>

KESTELOOT Lilyan, « L'écrivain africain aujourd'hui », publication d'Africultures [en ligne], s.d. <<http://www.africultures.com/php/index.php?nav=article&no=9207>>

KROU Patrick, « “Les Classiques Ivoiriens” : Le ministre Maurice Bandama annonce le Salon du livre d'Abidjan », publication de Abidjan.net [en ligne], 4 avril 2012
<<http://news.abidjan.net/h/430779.html>>

MARSAUD Olivia, « L'édition africaine, entre déboires et espoirs, le secteur peine encore à s'organiser », *Afrik*, [en ligne], vendredi 16 janvier 2004.
<<http://www.afrik.com/article6950.html>>

MBUYAMBA KANKOLONGO Alphonse, « L'édition en Afrique noire francophone : quelles perspectives d'avenir ? », *La conscience.com*, [en ligne], site dédié à l'actualité congolaise, panafricaine et internationale, 2006.
<<http://www.laconscience.com/L-edition-en-Afrique-noire-francophone-quelles-perspectives-d-avenir.html>>

THIERRY Raphaël, « L'édition africaine au 32e Salon du livre de Paris. Une édition mieux représentée mais encore infime dans cette grande librairie. », *Africultures*, [en ligne], 27 mars 2012.
<http://www.africultures.com/php/index.phpnav=article&no=10666&texte_recherche=edition%20export>

Remerciements

Je tiens à remercier tout particulièrement M. Jean-Michel Ollé, directeur de Hachette Livre International pour toute l'aide et les contacts qu'il m'a apportés. Je souhaite également faire part de ma gratitude envers Dominique Le Boulc'h, directeur de Messapresse pour m'avoir permis de faire un stage dans son entreprise. Je tiens à remercier tout particulièrement François Van Bladel, directeur adjoint de Messapresse, pour avoir patiemment répondu à mes questions, m'avoir montré le fonctionnement de Messapresse et m'avoir aidé à concrétiser ce stage. Je souhaite également dire merci à Sylvain Félix, Étienne Sindjui et l'ensemble de l'équipe Messapresse pour son soutien et sa disponibilité. J'aimerais également remercier Kamel Yahia directeur littéraire de Hachette Livre International, Cécile Douste responsable transport à la Centrale de l'Édition, Christophe Llorca responsable commercial à l'export dans le groupe Hachette, Jean-Charles Grunstein et Malicka Djendoubi, responsables d'export du groupe Gallimard, Fatou Polneau des Éditions NÉI, pour m'avoir donné de leur temps lors d'entretiens et m'avoir fourni les informations nécessaires à la réalisation de ce mémoire.

Annexes :

La librairie Messapresse, à Douala au Cameroun :



La collection « Bouba & Zaza » mise en valeur dans le rayon enfant, dans la librairie Messapresse :



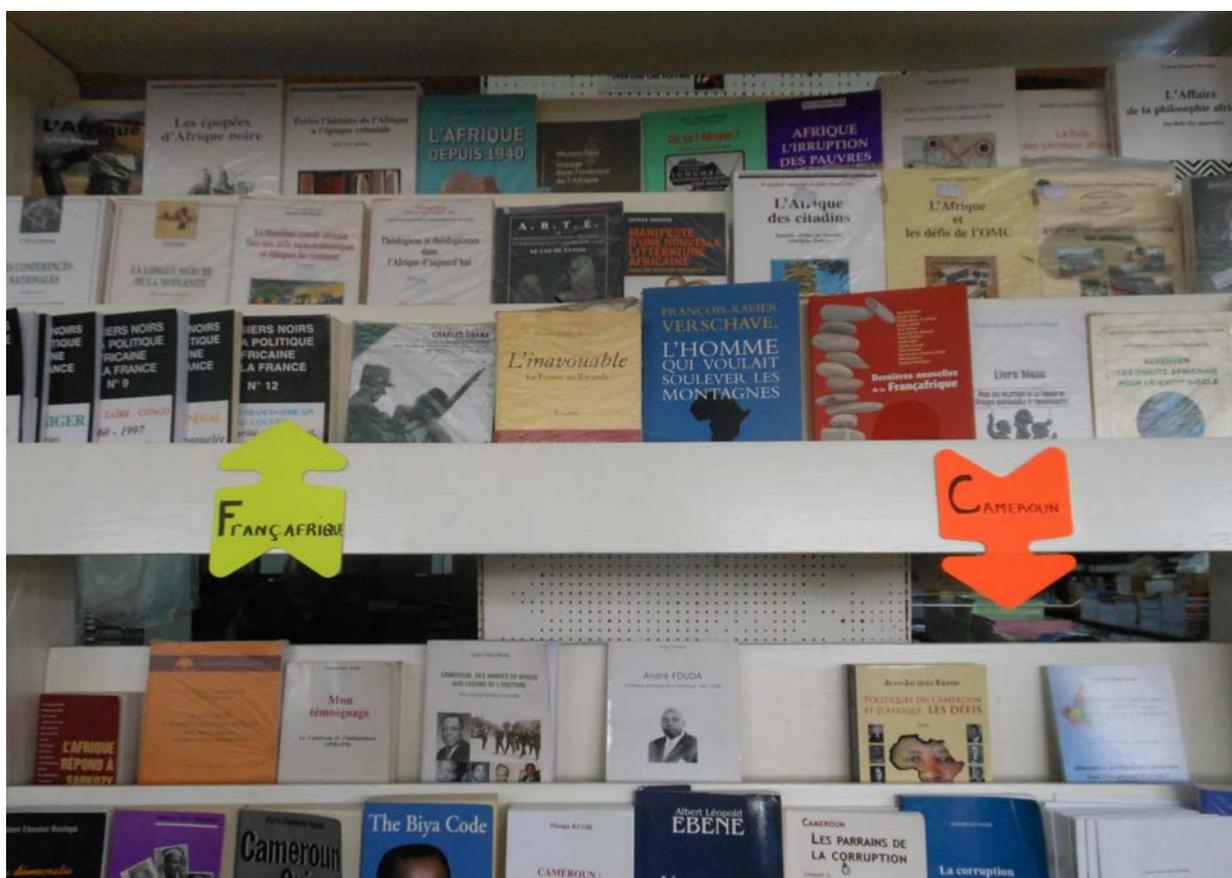
La Collection « Bibliothèque rose » dans la librairie Messapresse, à Douala au Cameroun :



La librairie de Lipacam à Douala :



Le rayon dédié à la littérature africaine et aux sujets africains :



La première mise en place de livres faite par Messapresse au Casino de Bonapriso à Douala. On y remarque au départ des livres de poche sur les plus hauts rayonnages. Des dictionnaires et des livres pratiques ont été placés en bas. On y trouve aussi des journaux et des magazines qui ont été installés ailleurs par la suite (après avoir expliqué au gérant l'importance d'un espace spécial réservé à la littérature pour la rendre visible).

